

Européennes : le PS en ordre de bataille



L'AGENDA

27 novembre

► Grand meeting pour défendre la République contre les extrémismes à Paris (Maison de la Mutualité)

30 novembre

► Colloque « le harcèlement moral au travail : dix ans après la loi », à 9h au Sénat.
Informations :
cesc@parti-socialiste.fr

PRIMAIRES CITOYENNES

Le 1^{er} DÉCEMBRE 2013
À LA ROCHELLE
C'EST VOUS QUI
DÉCIDEZ !



Cher amis, chers camarades, vous le savez, nous sommes aujourd'hui au seuil d'une année électorale majeure, et nous avons franchi une étape décisive dans la préparation des élections européennes en adoptant nos listes et en étant le premier parti à le faire, comme nous avons adopté nos orientations, nos propositions pour l'Europe à l'occasion de notre Convention nationale sur l'Europe au mois de juin dernier. Le Parti est prêt au combat, il doit être mobilisé et en ordre de bataille.

Je voudrais remercier Alain Fontanel, Christophe Borgel, les camarades de la commission électorale, pour nous avoir permis d'adopter ces listes. Nous le savons, c'est toujours un exercice très difficile, mais nous sommes parvenus au rassemblement. Et je voudrais aussi saluer les camarades qui, comme Henri Weber qui vient de s'exprimer à l'instant, ne seront pas de nouveaux candidats, alors qu'ils ont été parmi nos députés, nos représentants au Parlement européen. Henri Weber, Liêm Hoang-Ngoc, Bernadette Vergnaud, Françoise Castex, Patrice Tirolien. Ils ont mené pour nous ces combats pour une Europe sociale, pour une Europe plus démocratique, pour une Europe qui donne la priorité à l'emploi, à la croissance, pour une Europe qui défende ses principes dans le monde et qui se batte pour l'exception culturelle, comme Henri vient de le rappeler. Et ce qu'a fait Henri à cette tribune est très important parce qu'il nous a montré qu'ils vont continuer à se battre en tant que militants socialistes, avec l'expérience qu'ils ont acquise au Parlement européen dans cette campagne, aux côtés de nos listes, et demain encore pour continuer à faire avancer nos idées. Je veux que nous les remercions.

Chers camarades, nous connaissons tous la réalité de la situation politique. Nous connaissons la gravité de la situation du pays, éprouvée par quatre décennies de crises, crises économiques, crises sociales, mais aussi, c'est vrai, crises souvent de confiance politique. Et nous voyons qu'il nous faudra redoubler d'efforts, sonner à chaque porte, expliquer chaque réforme pour convaincre. Face à l'extrême droite et à la droite extrémisée, c'est notre devoir de mener cette bataille avec toute l'ardeur de nos convictions et de nos valeurs, parce que je vois bien ce que certains tentent d'instiller, à commencer par la droite, ce qui est très grave. Certains tentent maintenant de remettre en cause la légitimité même de la majorité de gauche issue du vote du 6 mai 2012, sa légitimité à gouverner. Certains dénie le droit même de la gauche d'être au pouvoir en France. Cela n'est pas nouveau, mais cela, nous ne pouvons pas l'accepter.

Alors c'est par-là qu'il faut commencer. Et je vais le dire clairement et simplement à nos adversaires : nous ne ressentons pas le long remord du pouvoir. Nous avons voulu le pouvoir, nous l'avons conquis démocratiquement. Les Français ont choisi en mai et en juin 2012, et nous exercerons pleinement le mandat que les Français nous ont confié lors de ces élections présidentielles et législatives.

Et même si nous pouvons avoir entre nous et au sein de la gauche des débats, c'est cela la richesse de la gauche démocratique. Nous allons leur adresser un message simple : dans toute notre diversité, chaque membre de la famille socialiste, chaque socialiste, soutient avec une détermination totale le président de la République, François Hollande, le gouvernement, parce que ce président a été élu par les Français, parce que nous

soutenons sa politique, parce que c'est la politique du courage, celle du redressement économique du pays, celle de la justice sociale, celle de la priorité à l'éducation, celle de la préparation de l'avenir. Et je le dis à la droite : vous ne nous empêcherez pas de gouverner, parce que nous faisons bloc autour du Président de la République, de son gouvernement et de la politique qu'il mène.

Face aux partis de la peur, de la résignation, du défaitisme, nous devons assumer et continuer de mener cette politique de gauche qui est la nôtre en expliquant inlassablement ce que nous faisons, et peut-être en expliquant davantage encore le sens de cette action, le projet de société que nous défendons, l'avenir que nous voulons pour notre pays. Il nous faut, de ce point de vue, reprendre le fil du récit de la campagne présidentielle, de la place que nous voulons pour la France en Europe, du modèle social que nous voulons préserver, du modèle républicain que nous voulons renforcer, parce que nous croyons que cette identité républicaine et sociale de la France, elles ne sont pas un obstacle à son redressement, elles ne sont pas le problème, elles sont au contraire le point de départ, le point d'appui pour permettre à notre pays de se redresser, de sortir plus fort de la crise, de donner à chaque citoyen une place dans la France demain, et à la France une place plus forte dans la mondialisation.

Chers camarades, c'est pour cela que l'heure n'est pas à l'auto flagellation. Elle est à se battre, elle est à assumer notre politique, à la revendiquer, à l'expliquer encore et toujours, et à la défendre avec fierté, parce que, certes, nous n'avons encore pas tout fait, mais nous avons déjà beaucoup fait. Et l'heure est à la contre-offensive contre ceux qui veulent entraver le changement.

Oui, je le disais, notre adversaire, c'est cette droite revancharde qui s'enferme aujourd'hui dans ses luttes incohérentes, dans ses luttes internes, alors même qu'elle est la première responsable de l'état désastreux dans lequel nous avons trouvé le pays. C'est cette droite qui pratique maintenant la délinquance civile quand ses élus de la République, ses élus à elle, appellent à ne pas appliquer la réforme des rythmes scolaires, comme ils ont voulu pour certains ne pas appliquer la loi sur le droit au mariage pour tous, en oubliant que c'est elle, la droite, qui a mis en place la semaine de quatre jours, cette décision catastrophique pour la réussite de nos enfants, que c'est elle qui, pendant dix ans, a méprisé les enseignants.

C'est cette droite hypocrite qui s'attaque à la politique fiscale du gouvernement quand, entre le bouclier fiscal et la suppression de l'ISF, elle a créé en cinq ans plus d'une trentaine de taxes supplémentaires, dont une sur les coquillages et les crustacés, et rappelons-le quand même, elle avait voté la hausse de la TVA à 21,2 % en 2012. Cette droite qui a multiplié les cadeaux aux plus riches autant que les impôts pour les classes moyennes et populaires.

Oui, notre ennemi, c'est cette offensive réactionnaire qui a resurgi à l'occasion de la Manif pour tous, qui s'incarne dans la surenchère raciste abominable dont est victime le ministre de la Justice, Christiane Taubira, et qui s'est encore manifestée le 11 novembre alors que l'heure était au rassemblement national. Cette offensive réactionnaire contre l'égalité, contre l'étranger, contre l'impôt et la solidarité, contre la République et ses institutions, eh bien nous ne l'accepterons pas, et nous nous y opposerons.

Je vous le redis, camarades : oui, nous comprenons les souffrances que provoque la crise, nous comprenons la colère, nous sommes à l'écoute des revendications, et le gouvernement, à chaque étape de l'expression des revendications ou des colères sociales, a proposé le dialogue, a proposé des réponses, comme il le fait en ce moment pour la Bretagne. Mais nous ne pouvons pas accepter les violences, les dégradations de biens publics, que l'on

s'attaque à une sous-préfecture, que l'on démolisse des radars, et encore moins que l'on puisse essayer d'instrumentaliser ces mouvements pour mettre en cause la légitimité des institutions de la République ou pour alimenter un climat de haine et de racisme.

Alors je le dis, quand je vois une poussée raciste comme je n'en ai pas vu depuis trente ans, il y en a assez, ça suffit. Il y a en France une immense majorité de républicains qui veulent défendre le vivre-ensemble dans les valeurs de la République. Et je ne supporte plus d'entendre, de voir des propos racistes chaque fois que l'on ouvre un journal, que l'on allume la télévision, où il faut voir des parents manipuler leur enfant de 12 ans pour insulter une ministre de la République, ou que l'on aille sur Twitter et que l'on assiste à un torrent de propos antisémites.

Le plus grave, c'est que cette parole raciste décomplexée a été encouragée par des dérapages de responsables politiques, de l'extrême droite bien sûr, mais aussi parfois de la droite traditionnelle. Donc maintenant, je veux que nous disions, au nom de la majorité républicaine, qui a peut-être été trop silencieuse jusqu'ici : il y en a assez de ce climat insupportable. Il faut réagir. C'est à la gauche de lancer ce cri d'alarme et de révolte, c'est aux républicains, et nous les appelons à se mobiliser, de dire : n'écoutez pas les marchands de haine, les fauteurs de guerre civile, ceux qui finalement sont les ennemis de la France et de la République.

Alors oui, nous assumons ce combat contre le bloc droitier anti-républicain et ultra réactionnaire. Nous avons lancé l'offensive à La Rochelle, nous l'avons poursuivie avec le Forum sur la République, qui a été une belle réussite. Nous le poursuivrons dans quelques jours avec le grand forum sur le progrès, qui est préparé par Guillaume, comme David avait animé celui sur la République. Et nous appelons à un grand meeting républicain de la gauche de défense de la République contre les extrémismes le 27 novembre à la Mutualité.

Il nous faut assumer ce clivage, cette confrontation avec la droite sur le terrain des valeurs, mais aussi sur le terrain économique et social. Oui, il faut le marteler : il n'y a aujourd'hui pas d'alternative crédible à droite en termes de propositions pour le redressement de la France. Nous avons trouvé un État ruiné, une industrie à l'abandon, et c'est tout un pays qui est marqué au plus profond de sa chair par dix ans de droite. Et pourtant, l'UMP persiste et signe avec son programme fou de régression sociale et d'hyper austerité. La suppression du RSA, la suppression des 35 heures et de la durée légale du travail, la retraite à 65 ans quand ce n'est pas jusqu'à 67 ans pour certains, comme M. Fillon, la suppression de la représentation syndicale dans les entreprises de 50 à 75 salariés, 130 milliards de coupes budgétaires dans les dépenses publiques.

Face aux droites, face à l'offensive réactionnaire, nous ne devons rien céder, et nous devons lancer la contre-offensive. Et pour cela, nous devons assumer et mettre en valeur notre action, nos réalisations. Car la vérité, c'est aussi que ce bloc déteste la gauche et veut la détruire, et qu'il ne reconnaît pas, aujourd'hui comme hier, je le disais, notre légitimité à gouverner.

Alors, chers camarades, je vous le dis : la gauche n'a pas à rougir de son action, elle n'a pas à rougir de son bilan. Depuis dix-huit mois, nous n'avons qu'un seul cap : le redressement de notre pays dans les valeurs de la République et dans la justice. C'est d'abord, bien sûr, un effort sans précédent d'assainissement des comptes publics, pour retrouver des marges de manœuvre. C'est le courage de la réforme pour permettre à notre économie de repartir de l'avant. C'est l'exigence de la justice sociale, de la solidarité, de la protection des plus fragiles.

Alors oui, je vous le demande : de quoi devrions-nous rougir ? Devrions-nous rougir des 10 000 postes supplémentaires d'ores et déjà créés dans l'Éducation nationale et de l'engagement que nous tiendrons de 60 000 postes pendant le quinquennat ? Devrions-nous rougir des 100 000 emplois d'avenir ? De l'extension de la CMU à 750 000 personnes supplémentaires ? Oui, je vous le demande : devrions-nous rougir de l'arsenal sans précédent mis en œuvre contre le chômage, avec au-delà des emplois d'avenir, les contrats de génération, les emplois francs, le plan de résistance économique, la loi sur les reprises de sites rentables ? Non, et d'ailleurs, est-ce mineur que, depuis cinq mois maintenant, cinq mois consécutifs, le chômage des jeunes recule ? Oui, nous tiendrons, nous voulons tenir cet objectif, cet engagement de l'inversion de la courbe du chômage.

Devrions-nous rougir de l'effort de long terme que nous avons entrepris pour réindustrialiser le pays ? Des filières d'avenir qui sont soutenues, de la Banque publique d'investissement qui vient en aide à de nombreuses petites et moyennes entreprises ? Devons-nous rougir de vouloir refaire de notre économie une gagnante dans la mondialisation ?

Et sur le plan de la justice fiscale, qui est si important pour la gauche, devons-nous rougir d'avoir rétabli l'ISF, créé une tranche supérieure de l'impôt sur le revenu, aligné la fiscalité du capital sur celle du travail, supprimé les niches fiscales injustes, et par là même rétabli la progressivité de l'impôt ? D'avoir fait en sorte que l'on lutte enfin contre les dérives de la finance folle et contre l'évasion fiscale qui fait de nous maintenant un des pionniers en Europe ? Devons-nous rougir, enfin, au-delà même des créations de postes, de la politique historique menée dans le domaine de l'éducation pour la refondation de l'école, pour donner aux enseignants la reconnaissance qu'ils méritent, pour l'apprentissage du numérique, pour l'enseignement de la morale laïque à tous les enfants ? C'est ça la gauche, et il faut en être fier.

Devons-nous rougir, enfin, du plan de lutte contre la pauvreté, de l'allocation de rentrée scolaire revalorisée dès la rentrée 2012, de l'extension des tarifs sociaux de l'énergie, d'avoir rétabli la retraite à 60 ans pour les carrières longues ? Chers camarades, vous connaissez ces réalisations, parlez-en à nos camarades, mobilisez les fédérations. Devons-nous rougir enfin de faire souffler un vent nouveau dans la République avec le non-cumul des mandats, avec la parité, avec la transparence sur les patrimoines, avec la baisse du salaire du président de la République et du Premier ministre ? Oui, chers camarades, sur tous ces terrains, nous avançons, nous tenons nos engagements et nous continuerons à avancer.

Et devons-nous rougir, même si les forces réactionnaires, pour une grande part, ne veulent pas s'en remettre, d'avoir fait avancer une loi d'égalité des droits avec l'adoption de la loi pour le droit au mariage pour tous qu'ils ont voulu bloquer, même après le vote du Parlement ? Oui, c'est vrai, après la légalisation de l'avortement, après la dépénalisation de l'homosexualité, la création du PACS, c'est nous, la gauche, qui avons repris ce long combat, celui pour l'égalité des droits.

Et je veux le dire très clairement, à l'heure où se répandent le déclinisme, le repli sur soi, l'intolérance : c'est en nous rassemblant autour des valeurs de la République que nous pourrions surmonter les épreuves et être plus forts ensemble, comme nous l'avons fait par le passé. Le Président l'a rappelé récemment : rien n'est impossible à la France quand elle est rassemblée. C'est la condition même de la confiance et de l'espoir retrouvés.

Alors oui, c'est à la gauche de porter haut et fort la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité aussi, toutes ces valeurs essentielles pour pouvoir projeter la République dans l'avenir.

Mais tout ce que nous avons accompli au niveau national ne serait rien sans ce qu'accomplissent chaque jour les élus socialistes partout sur le territoire.

Cette année qui vient sera aussi celle des élections municipales. Nos villes, comme nos départements, nos régions, ont un temps d'avance dans l'innovation. Elles sont les pionnières parce que ces collectivités ont été le lieu du défrichage, de l'expérimentation, et que plus que jamais, nous devons aussi nous appuyer sur l'échelon local. Pour les municipales, nous allons montrer qu'une ville de droite, une ville de gauche, ce n'est pas la même chose. Ce n'est pas la même chose en termes de dynamisme économique, en termes d'égalité des territoires, d'accès aux services publics, de jeunesse, de petite enfance, de transition écologique, de développement durable, de démocratie participative, de mixité sociale, de vie associative.

Nous allons montrer nos succès, notre audace, nos projets, et le parti déploiera tous ses moyens de mobilisation, de communication, pour mettre en valeur ces réalisations de la gauche, ce modèle municipal dont la gauche peut être fière.

Enfin, ce combat à l'échelle nationale comme à l'échelle municipale, nous devons aussi le porter au niveau européen, car il ne serait pas complet si nous ne menions pas cette bataille de nos idées, de nos valeurs, de notre conviction, à l'échelle où les choses se jouent de plus en plus, c'est-à-dire à l'échelle du continent.

Face à l'échec des conservateurs, c'est aux progressistes de donner une nouvelle vision, une nouvelle ambition, une nouvelle orientation pour l'Europe. Et c'est la seule voie possible pour réconcilier les peuples avec l'idéal européen. Nous combattons donc pour cette Europe de la croissance et non de l'austérité, pour une Europe qui donne la priorité clairement à l'emploi, en particulier l'emploi des jeunes, avec l'amplification de l'effort qui a été engagé par François Hollande pour la garantie jeunesse, avec de nouvelles stratégies industrielles, avec ce projet de la communauté européenne de l'énergie, d'une politique industrielle commune dans les domaines d'avenir, ceux de la transition écologique, ceux du numérique, ceux des grands réseaux, qui feront l'excellence de l'économie européenne demain.

Nous combattons pour une Europe de la régulation et non du laisser-faire, avec l'intensification de la lutte contre les paradis fiscaux, l'évasion fiscale, la finance folle, et nous combattons pour l'introduction immédiate de la taxe sur les transactions financières internationales.

Nous combattons enfin pour l'Europe sociale, et non l'Europe du dumping social et de la concurrence généralisée entre les travailleurs. Et nous ferons de la révision et de la modification de la directive sur le détachement des travailleurs une priorité de notre programme et de notre campagne pour les élections européennes.

Nous combattons pour une Europe qui se propulse dans l'avenir, pour une Europe qui invente le nouveau modèle de croissance, celui des énergies renouvelables, celui de l'agriculture durable, celui de tous ces secteurs qui créeront des milliers d'emplois demain parce qu'ils tireront l'innovation.

L'Europe, chers camarades, et c'est cela qui est essentiel pour nous, elle n'est ni un grand marché, ni une confrontation des haines, elle est un projet de civilisation, un projet de solidarité, un projet qui doit unir des peuples pour vivre mieux ensemble, pour être plus fort dans la mondialisation. Et il faut que l'Europe retrouve la confiance et l'amour de ses peuples.

Alors je le dis : j'appelle à la mobilisation des socialistes et

de tous les progressistes sur le continent autour du programme commun que nous défendrons avec un candidat commun, Martin Schulz, pour refaire de l'Europe un outil dont se servent les citoyens et les peuples pour défendre le progrès social, pour défendre la solidarité. Nous devons contrer cette montée des nationalismes, des populismes, de la haine extrémiste dont est saisi aujourd'hui le continent européen. Et nous mènerons donc cette double bataille contre les conservateurs, dont les politiques ont échoué, et contre les nationalistes et les xénophobes, parce que nous ne voulons pas que demain le Parlement européen soit pris en main par les anti-européens.

Alors, nous devons donc redonner du souffle à notre foi européenne, car rêver d'une autre Europe, c'est aussi prolonger le rêve français.

Chers camarades, notre agenda est chargé. Nous avons de beaux combats devant nous. Je voudrais rappeler que, dans les fédérations, là où j'ai eu l'occasion d'aller, comme beaucoup d'entre vous, ces dernières semaines, les militants ont montré qu'ils sont mobilisés, qu'ils veulent que nous soyons mobilisés contre la résignation, mobilisés pour l'emploi, mobilisés contre les idées nauséabondes de la droite extrémisée et de l'extrême droite, mobilisés pour gagner les élections municipales et les élections européennes.

Pour les élections municipales, la réussite des primaires citoyennes, en particulier à Marseille, a montré que si nous savons nous adresser à ceux qui souhaitent défendre les idées et les valeurs de la gauche, nous pouvons conquérir de nouvelles villes et conquérir demain Marseille, la deuxième ville de France. C'est un objectif prioritaire pour nous dans ces élections municipales, où bien entendu nous voulons aussi continuer là où nous dirigeons les villes.

Alors chers camarades, c'est le temps de la contre-offensive qui est venu, contre le défaitisme et le pessimisme, contre toutes les forces qui essaient d'entraver la marche du progrès, la marche de nouveaux droits, la marche de l'égalité, la marche de la solidarité.

Mobilisez-vous, au combat, sans concession, rassemblés, déterminés, au combat camarades !

Je vous remercie.



CHRISTOPHE BORGEL

Chers camarades, l'exercice est difficile, il ne fait rarement que des heureux, c'est la loi du genre. Il croise à la fois ce que nous ont dit nos territoires lors de réunions que nous avons organisées et pilotées, Alain Fontanel et moi-même. Il croise la nécessité de rassemblement de la diversité de notre parti. Il croise la nécessité de rassemblement avec notre partenaire qu'est le PRG. Il croise la nécessité, affirmée à plusieurs reprises dans la commission électorale, d'avoir, dans les investitures socialistes et dans les listes,

pas moins de têtes de listes femmes que nous n'en avons sur les sept listes européennes en métropole, où nous avons deux têtes de listes femmes plus, après, celle d'outre-mer, donc de ne pas en avoir moins.

Et quand nous croisons l'ensemble de ces réalités, après de longues heures de réunion dans les territoires, de longues heures de travail, nous aboutissons à une proposition qui, bien sûr, suscitera, j'imagine, quelques désaccords, suscitera des regrets.

Avant de vous en donner lecture, je voudrais saluer le travail, et le faire devant Catherine Trautmann, la présidente de notre délégation au Parlement européen, de l'ensemble de nos camarades qui sont députés européens sortants, et qui vont encore, pendant plusieurs mois, ils le font depuis plusieurs années, mais pour plusieurs mois mener un travail, et à de nombreux moments, un combat au sein du Parlement européen pour porter notre vision de l'Europe et nos idées.

Un certain nombre d'entre eux étaient candidats à retrouver un chemin dans l'action européenne, et ne sont pas, ils le savent, à l'heure où je rapporte devant le Conseil national, ne sont pas reconduits sur les listes. Il ne s'agit, bien entendu, pas de décisions faciles, pas de décisions qui sanctionneraient un travail déficient, mais d'éléments d'obligation liés à l'ensemble des critères, des réalités, des objectifs que nous devons prendre en compte dans l'établissement de ces listes.

Je vais donc vous en donner lecture. Nous avons fini ça très tôt ce matin. Pour les responsables des motions à qui un document

écrit sera adressé à tous les membres du Conseil national a été fourni, je redis : nous rapportons, devant le Conseil national, sur les places de titulaires dans chacune des régions pour pouvoir retravailler sur les places de suppléants avec les territoires pour s'assurer qu'on prend bien les bons candidats pour assurer la meilleure représentation de nos départements.

Voir listes en annexe page 22

Voilà, chers camarades, je vous ai donné lecture des sept listes pour les circonscriptions métropolitaines. Nous nous réunirons après, et je demanderai au Conseil national de donner mandat au Bureau national pour suivre le travail que nous aurons à faire avec la camarade de la circonscription outre-mer, étant entendu qu'en outre-mer, nous avons une réalité particulière en raison d'un mode de scrutin tout à fait particulier qui fait que l'ordonnement de la liste ne nous donne pas forcément l'ordonnement de l'élection de nos candidats.

Donc, on va faire ce travail avec nos camarades des fédérations outre-mer que j'ai eu le plaisir de saluer à l'entrée de ce Conseil national.

Par ailleurs, j'ajoute, pour être complet, au nom de la commission électorale, que conformément à nos statuts, je vous proposerai, sans rentrer dans la liste, parce que la liste des villes de plus de 20 000 habitants est assez longue... nous l'avons déjà longuement étudiée lors de différents bureaux nationaux, mais il appartient d'avoir une ratification par notre Conseil national pour ses têtes de listes. Donc je vous propose que le Conseil national ratifie l'ensemble des têtes de listes qui ont été validées par le Bureau national.

Il y a un certain nombre de listes qui n'ont pas été validées à ce stade, des têtes de listes qui n'ont pas été validées par le Bureau national. Elles le seront sur un mandat donné formellement par le Conseil national. Et puis nous attendons avec impatience les résultats de la primaire de La Rochelle qui se tient le 1er décembre, dernière primaire que nous avons organisée pour ces désignations municipales.

Nous avons, pour nos listes européennes aussi, la volonté d'ouvrir nos listes à un certain nombre de personnalités de la société civile, et en particulier, je pense à l'est de la France où nous sommes en discussion. Donc cela peut conduire à une évolution de notre liste, mais cette discussion a eu lieu en amont avec la camarade qui est première des socialistes, en tout cas que nous proposons comme première des socialistes au vote de ce Conseil national, qui est Catherine Trautmann, la présidente de notre délégation au Parlement européen.





Bonjour à toutes et à tous. Mes chers camarades, je représente ici la région Midi-Pyrénées et la grande majorité des fédérations du Grand Sud-Ouest. Je ne dis pas la totalité, puisque je n'ai pas pu tous les rejoindre.

Je souhaite vous faire part d'abord de mon mécontentement sur cette procédure, parce que faire un débat après un vote, je me demande à quoi ça sert.

Je tiens à rappeler que nous nous sommes réunis,

les 17 fédérations sur 18 du Grand Sud-Ouest, vendredi dernier à Toulouse, et dans cette réunion, à l'unanimité des présents, nous avons demandé à ce que Éric Andrieu soit la tête de liste.

Or, quelle n'est pas ma surprise, notre surprise, d'apprendre ce matin, alors qu'il n'y a jamais eu de discussions avec nous, ni

au niveau du parti nationalement, ni localement, que la tête de liste de notre région serait dévolue au PRG. Ceci est totalement inacceptable, cela se fait sans concertation, c'est une décision dont on ne sait pas d'où elle vient, pourquoi elle vient. J'avais cru comprendre que la demande du PRG, c'était une position en deuxième ou troisième, mais au moins d'avoir un député, ça, on peut l'entendre. Mais une tête de liste dans une région telle que la nôtre, moi, mes chers camarades, il va falloir que vous m'expliquiez comment je mobilise les militants, comment on va aller faire campagne dans la situation dans laquelle on est, en offrant une tête de liste au PRG.

Autant le principe, les arbitrages qui ont été rendus par le CN me semblent acceptables -je comprends, on désigne le premier des socialistes, comme nous avons fait aux municipales- mais une fois que l'annonce aura été faite, que la région Grand Sud-Ouest aura comme tête de liste un PRG, nous savons très bien que nous ne pourrons pas faire machine arrière.

Alors, Harlem, je te demande de prendre en considération cette demande des 17 sur 18 fédérations du Grand Sud-Ouest de ne pas donner la tête de liste au PRG.



Camarades, bonjour. Je voulais vous parler au nom de la motion 4. J'ai eu l'honneur, avec Marie Bidaud, d'être membre et représenter la motion 4 à la commission nationale électorale pour les européennes.

Nous avons eu l'occasion, ça a été de nombreuses heures, je dois vous dire, et plusieurs réunions, d'expliquer l'importance de la motion 4, la sensibilité qu'elle représentait : 13 %, une motion de militants à la base, qui assurait un renouvellement, un vent nouveau, et on en a bien besoin

au Parti socialiste, que l'on qualifie souvent de parti ayant du mal à renouveler ses élus ou ses militants.

Nous avons eu le soutien, je vous le rappelle, de Stéphane Hessel, que nous regrettons tous encore aujourd'hui, qui nous a aidé à porter la voix citoyenne, à porter la voix militante.

On a évoqué tous ces aspects-là. On a évoqué le fait que, bien entendu, l'assise politique, lorsque l'on n'est pas connu, lorsque l'on n'a pas d'élu, c'est évidemment beaucoup plus difficile à représenter. Cela dit, nous, notre assise politique, ce sont les militantes et les militants. A l'arrivée, et je vous fais part des détails car je ne veux pas être trop long, la direction du Parti

socialiste nous a proposé comme titulaires trois places sur des listes qui représentent à peu près 80 personnes, évidemment des places non éligibles.

Nous considérons que cette situation n'est pas acceptable. Nous la regrettons vivement. Les municipales comme les européennes, on aura l'occasion d'en reparler le 7 décembre, sont des élections qui vont être évidemment extrêmement difficiles. Donc pourquoi se priver d'une unité ? Pourquoi se priver d'un consensus ? Pourquoi se priver de l'écoute des militants ? Pourquoi se priver de vouloir travailler ensemble sereinement et positivement ?

J'ajoute d'autant plus que la motion 4, depuis le début de son existence, a toujours été dans un esprit positif et constructif. Nous avons fait des propositions, nous n'avons jamais été dans l'opposition, je dirais bête et systématique. Nous n'avons jamais étendu nos états d'âme comme certains dans la presse, qui consistaient à dire que le Parti socialiste n'est pas à la hauteur, que le gouvernement n'est pas bon, que les orientations sont mauvaises et que tout part à vau l'eau. Nous avons été toujours positifs et constructifs. A l'arrivée, nous n'obtenons rien : ni considération ni respect.

Donc je dis, au nom de la motion 4, de la façon la plus officielle, que nous votons contre les listes qui nous sont proposées. Il est hors de question de voir à ce point les militants de la motion 4 bafoués, l'image, la mémoire de Stéphane Hessel bafoués.

Donc nous votons contre les listes, au nom de la motion 4. Merci pour votre écoute.



Je n'ai pas l'intention de vous faire changer votre vote, vous avez beaucoup travaillé. Simplement, je veux témoigner, en tant qu'ancienne députée européenne, ancienne vice-présidente du Parlement, pour vous dire que le Parlement européen, ce n'est pas une maison de retraite ou de préretraite, et ce n'est pas un sucre d'orge pour ceux qui ont été bien sages.

En effet, il faut avoir de l'influence au Parlement européen, il faut être présent. Vous savez très bien que tout ce

que nous votons au Parlement européen ensuite, on l'applique. Et combien de fois on râle, on dit : mais pourquoi ils n'ont pas voté contre ? Pourquoi ils ne se sont pas battus ? Eh bien parce que, tout simplement, ils n'étaient pas bien nombreux, il n'y avait pas beaucoup de députés influents au Parlement européen. Je suis

d'ailleurs heureuse de voir qu'il en reste encore quelques-uns.

Et puis ceux qui vont arriver, j'aimerais bien qu'ils aient conscience que c'est un travail de fond : on arrive le lundi matin, on repart le jeudi soir pour ceux qui travaillent sérieusement, on est dans les commissions, on s'applique à faire avancer nos idées, on s'applique aussi à faire voter nos amendements, et ça, c'est un gros travail. Il faut aussi être en groupe, les réunions de groupe sont très importantes parce que c'est là que l'on fait avancer nos idées, parce que, dans notre groupe socialiste, on n'a pas tous les mêmes idées, on n'a pas tous la même culture.

Et puis moi, personnellement, j'ai fait changer souvent le groupe d'idée, de vote. Et nous avons aussi besoin d'avoir les gens qui font les listes de vote, parce que c'est comme ça que ça se passe. Nous avons tellement de votes, nous avons des listes de vote, nous votons, et il faut faire confiance. Eh bien il faut que nous ayons des députés qui prennent conscience qu'il faut être coordinateur, qu'il faut être là, qu'il faut être présent.

Voilà. Je voulais vous donner ce témoignage, parce que c'est important, c'est essentiel, et ce n'est pas une carte de visite député européen, c'est un vrai travail de fond. C'est tout ce que je voulais vous dire. Merci.



Mes chers camarades, je suis Christophe Rouillon, élu local depuis 1995, délégué national à l'Europe de la FNESER, membre du comité des régions de l'Union européenne depuis six ans, président de la commission Europe depuis dix ans.

Je suis très actif dans les questions européennes, j'ai déposé un certain nombre travaux sur le sauvetage des entreprises en difficulté, la lutte contre la corruption et le crime organisé, l'aide au développement

des pays pauvres, les services publics et les questions de cohésion territoriale.

J'étais candidat, et je suis candidat pour être en poste éligible dans la région Ouest. Je suis le candidat des Pays-de-la-Loire, quatre départements sur cinq m'ont apporté leur soutien. Je suis candidat pour l'Europe, je suis candidat pour mener le combat au sein du Parlement européen.

Je ne suis pas satisfait par le choix de cette liste dans l'Ouest. Où est la cohérence politique dans une région Bretagne profondément européenne ? Je ne sais pas quelle sera la réaction qui va avoir lieu dans notre électorat. Où sont les Pays-de-la-Loire dans les positions éligibles ?

Les Pays-de-la-Loire ne seront pas représentés au Parlement avec le Premier ministre, Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, également Guillaume Garot.

Je ne comprends pas les critères qui ont présidé à la constitution de cette liste. Je suis inquiet sur l'avenir, je ne sais pas comment ça va se passer dans l'opinion publique.

La question aujourd'hui, c'est : comment véritablement représenter les territoires ? Comment, demain, peser au sein du Parlement européen avec des députés qui vont travailler, des députés expérimentés, pour lutter contre le populisme, pour lutter contre le poids de l'Allemagne au sein des institutions, et pour lutter contre le libéralisme ?

Les enjeux ne doivent pas être internes, mais les enjeux doivent être européens, parce que, aujourd'hui, il y a le feu dans la maison. Merci.



PASCAL CHERKI

Je voulais dire deux choses. Tout à l'heure je somnolais un peu après une longue nuit passée à la commission électorale, et j'ai entendu plusieurs fois prononcer le nom de Stéphane Hessel. Comme je suis maire du 14e arrondissement, je voulais prévenir les camarades qu'on avait fait une place Stéphane Hessel avec le maire de Paris, Bertrand Delanoë. Donc la mémoire de Stéphane Hessel, maintenant, appartient à l'ensemble, et fait partie du patrimoine commun de la gauche. Comme maire du

14e arrondissement, je souhaite qu'on ne se l'approprie pas privativement. C'est la première chose.

La deuxième, c'est toujours un exercice difficile, la constitution des listes, dans un parti qui est riche de ses différentes sensibilités, il y en a de plus en plus au fil des années, et c'est un enrichissement pour le parti, et à l'approche d'une élection qui n'est pas la plus simple pour nous. Je ne veux pas anticiper sur le débat qu'on aura tout à l'heure, d'orientation. Simplement, pour attester d'une chose, moi qui en ai fait plusieurs des commissions, je voudrais remercier le Premier secrétaire, remercier aussi Christophe Borgel et Alain Fontanel, qui ont eu comme fil directeur, dans cette élection, qui est quand même atypique, parce que c'est une élection qui a une dimension nationale, d'avoir eu le souci, bien évidemment, de cette dimension nationale et du rassemblement des socialistes qui est le premier acte à accomplir.

Alors, le rassemblement des socialistes ne va jamais assez loin, je suis bien placé pour en parler. Il ne va jamais assez loin, c'est toujours comme ça, mais là, par rapport à d'autres fois, il est quand même allé assez loin. C'est quand même un élément, c'est un progrès dans un parti qui approfondit cette culture-là du rassemblement. J'en donne acte vraiment au Premier secrétaire, à Alain et Christophe.

Deuxième élément : en essayant de prendre en compte toujours au mieux la variété des territoires. Ce n'est jamais simple parce qu'il y a huit régions, il faut représenter au mieux l'ensemble des territoires. Et je sais qu'Alain, Harlem et Christophe ont été soucieux, en tout cas c'est ce qui est ressorti de la commission électorale qui a duré longtemps, où on a pris le temps, y compris pour nous d'entendre ce qui se disait d'un travail fait au préalable avec les premiers fédéraux. Alors une commission électorale ne décalque jamais ce que disent les premiers fédéraux, mais en tient compte, pour essayer de faire en sorte qu'on dégage des équilibres qui soient, pas simplement les moins mauvais possible parce qu'ils sont bons, mais les plus dynamiques possible.

Donc, remettez-vous, je le dis pour les copains qui critiquent, c'est normal, remettons-nous en perspective par rapport aux précédentes élections européennes. Et je trouve que là-dessus, on a bien avancé.

Après, la dernière chose que je dirai : je souhaite aussi qu'on continue dans cet état d'esprit pour les suppléants qu'il y aura à mettre sur la liste, parce que, bien évidemment, la question du rassemblement des territoires ne passe pas que par les titulaires. De toutes les manières, cette élection va être difficile, il y aura moins de titulaires que de départements qui seront représentés dans la liste. Donc il faut aussi, dans la dynamique de la liste, qu'on puisse rassembler l'ensemble des territoires, dans la composition des suppléants, mais je n'ai pas de crainte là-dessus.



MOHAMED RAFAÏ

Bonjour, Mohamed Rafai, fédération des Bouches-du-Rhône et motion 3. Je ne vais pas refaire le film, chacun a parlé ici de ses déceptions, parce que quand on constitue des listes, c'est normal, il y a des heureux et des malheureux. Mais moi, je voulais simplement dire que ces européennes sont assez importantes, parce que l'idée qu'on a de l'Europe, de cette Europe démocratique, de cette Europe un peu républicaine, et malheureusement bien sûr, d'autres camarades l'ont dit avant et le diront après, on choisit des têtes de listes qui

doivent ramener beaucoup d'électeurs. C'est comme ça qu'on fait des stratégies électorales, mais malheureusement, ceux qui vont ramener beaucoup de voix ne reviendront pas non plus forcément au Parlement européen, donc ce sont des coups pour rien en permanence. On déstabilise...

Seulement, je vais être un peu hypocrite, égoïste, comme je suis socialiste. On se retrouve, dans le Grand Sud, avec Monsieur Peillon en tête de liste, nous sommes fiers et heureux, et Madame

Guillaume, de Lyon. Nous avons une troisième personne qui est de Paris, une quatrième personne qui est de Corse, et le premier représentant de Provence-Alpes-Côte-d'Azur est en cinquième position. Cinq millions d'habitants, la région PACA. Dois-je comprendre que la région PACA est complètement sacrifiée au profit du FN ? Si tel était le cas, il faut nous le dire.

Et puis, dans les Bouches-du-Rhône, la candidature de Nora Makhoulouf a fait l'unanimité, en quatrième position. Je demande et je réclame qu'on maintienne cette position, parce qu'elle est très importante. Et on ne peut pas écrire non plus sur tous les documents, parce que je n'aime pas ce mot, diversité, au sein du Parti socialiste, c'est une démarche personnelle, j'estime que quand on est socialiste, on est simplement socialiste, et on est jugé sur notre travail et sur nos valeurs, on n'a pas besoin de se différencier les uns et les autres. Mais ça, c'est un problème personnel.

On a dit « prime à la jeunesse », à la diversité, puisque j'accepte les règles du parti. Hier soir, on arrive, Nora est quatrième, ce matin elle est sixième. Je trouve ça un peu bizarre. Si on attend encore deux jours, elle est douzième. Je ne sais pas comment on va faire. Donc je préfère vous le dire, d'autant plus que, dans les Bouches-du-Rhône, vous savez qu'on ne décide rien, puisque nous sommes sous tutelle depuis le mois de mars 2013 et que nous avons nos parents qui sont Monsieur Fontanel et Monsieur Borgel, qui s'occupent bien de nous. Voilà, nous sommes très fiers de ça, et je vois qu'ils vont faire l'effort pour défendre les Bouches-du-

Rhône, je sais qu'ils vont le faire. Il faut qu'ils sortent avec quelque chose, une victoire, ils vont le faire très volontairement.

Et j'enchaîne, puisqu'on est sur les européennes, j'enchaîne sur les municipales. 30 000 personnes, c'est une réussite, bien sûr, il n'y a pas de souci. Mais dans les Bouches-du-Rhône, il n'y a pas que Marseille et Aix, il y a 118 communes. C'est assez grand. Mais on parlera des municipales tout à l'heure, et vous verrez ce qu'il va se passer. On se réunit à La Rochelle pour faire trois jours « Comment combattre le FN ? » et dans nos attitudes et dans nos pratiques, dans nos décisions, on favorise le Front national, malheureusement, malgré nous. Mais c'est autre chose.



JULIETTE MÉADEL

Mes chers camarades, bonjour. C'était un exercice difficile que de faire une proposition de liste qui rende compte à la fois de toutes les sensibilités. La motion 2 que je représente ici, nous acceptons la proposition qui nous a été faite, avec évidemment à cœur l'idée de faire le rassemblement, dans une période qui est difficile sur le plan politique, qui sera très difficile pendant les élections européennes compte tenu de la montée des extrêmes.

Cette proposition aurait pu être plus ambitieuse, notamment du point de vue des femmes, et des femmes têtes de liste. C'est l'une des valeurs que la motion 2 a toujours portées. Elle aurait pu aussi être plus ambitieuse du point de vue de la diversité, même si on a des précautions de langage, eu égard à cette caractéristique sur les listes. Je crois qu'il faut montrer aussi que, pour les socialistes, la diversité étant de l'ADN de l'Europe, c'est ce qui fait notre richesse, et c'est aussi pour nous une valeur.

Je crains, au moment de ces élections européennes, que les extrêmes ne se manifestent d'une manière qui est toujours de plus en plus inquiétante. Et c'est ce péril qui nous a conduits, nous, aujourd'hui, à choisir le rassemblement en responsabilité, car le président de la République et le Premier ministre ont besoin

Donc j'insiste sur cette question des européennes. Je veux qu'on se batte pour une vraie Europe, une Europe des peuples, une Europe démocratique, et il y a des gens qui émergent, et puis il y a des territoires qui doivent être respectés. Je vous le rappelle, on ne laissera pas faire, 5 millions d'habitants, le premier représentant est cinquième et la deuxième est sixième, donc ce n'est juste pas possible. Avec tout le respect que j'ai, il faut des équilibres ruralité, m'a-t-on dit, des équilibres ici et là, mais je pense que ce sont surtout des équilibres qui appartiennent à des barons de notre Parti.

du soutien des socialistes. Et le Parti socialiste a un rôle à jouer dans cette perspective, à la fois pour faire vivre le débat, mais aussi pour faire preuve de sens des responsabilités.

La France est malmenée aujourd'hui, elle le vit mal de l'intérieur. Il y a incontestablement une offensive idéologique en termes économiques dans les milieux internationaux, dans les négociations économiques. Notre politique, qui consiste à diminuer notre déficit en acceptant une augmentation des prélèvements obligatoires, notre politique est mise en cause pour ce qu'elle est. Et il y a des grands économistes comme Krugman, qui se sont exprimés dans le monde et dont vous avez vu qu'ils soutiennent cette orientation qui est une orientation qui tend à protéger la demande, donc protéger le moteur de la croissance, tout en respectant des objectifs de baisse de la dette. Et donc c'est cet équilibre que le gouvernement essaie de trouver, et auquel nous devons apporter tout notre soutien, car c'est la seule manière aujourd'hui de réussir à faire sortir la France de la crise.

Un dernier mot sur la question des services publics, et un dernier mot sur la question de la campagne européenne. Deux valeurs essentielles sur lesquelles nous devons être très offensifs, car c'est en maintenant un service public de qualité que nous réussirons à mieux lutter contre les inégalités.

Deuxième élément sur les élections européennes : il faudra que nous soyons très clairs sur la question de l'union bancaire, et que nous soyons très offensifs, car il y a là un élément clé qui était celui de la campagne présidentielle, qui a été évoqué par le président de la République, et nous devons montrer que l'économie réelle doit aujourd'hui être protégée contre les tentatives de spéculation.





J'avais du mal à comprendre si on était encore un peu dans les explications de vote où les interventions. Finalement, je vois que nous sommes revenus à ce qui était prévu, à savoir... ce sont les explications de vote ?

Je ne vais pas intervenir deux fois, je ne vais pas vous imposer ça, et puis surtout, je ne vais pas m'imposer ça après la longue nuit que j'ai passée avec quelques camarades de cette salle. Donc ne m'en veuillez pas, je serai un peu plus longue, mais vous ne m'entendrez pas après.

Je crois, chers camarades, qu'il ne faut pas nous voiler la face. Nous abordons la période dans un contexte politique particulièrement difficile. Je ne vais pas égrener ici les nombreux sujets d'inquiétude, les préoccupations, les peurs, les incompréhensions, qui, tous les jours, creusent l'écart entre les aspirations de la France, et même plus d'ailleurs, de notre électorat, et l'action gouvernementale.

Aujourd'hui, nous parlons des européennes. Paradoxalement, c'est vrai, le sujet peut sembler un peu lointain. Nous l'évoquons, de toute façon, il y a tellement d'étapes, tellement de caps à franchir avant ces élections européennes au mois de mai.

Il y a celles qui nous attendent dans quelques jours, puis dans quelques semaines. Je pense que nous ne pouvons pas ne pas être préoccupés de l'état d'esprit des élus locaux au moment où nous abordons le Congrès des maires de France sur la question du financement des collectivités locales, sur la réforme des rythmes scolaires. Nous avons dit notre analyse sur l'imposture que constituent les Bonnets rouges, et je crois que le 11 novembre dernier l'a montré.

Mais cette tension est palpable, elle est affreuse, elle est ignoble même d'ailleurs. Nous n'en avons pas encore parlé, mais quand elle laisse penser à l'extrême droite que par sa presse elle peut ignoblement porter un discours raciste en une, et qu'elle imagine un instant qu'elle pourra se dédouaner. Voilà, notre société est profondément fracturée.

Et sur la question européenne, et c'est là le danger, cette fracture peut trouver encore plus son ferment. Mais parce que, justement, nous croyons au progrès social, parce que nous sommes socialistes, ce qui fait que nous ne renonçons pas à faire de l'Europe un de ses outils, parce que nous pensons qu'il faut dès maintenant retisser ce lien, et que la question des élections européennes qui auront lieu au mois de mai se prépare aujourd'hui.

Et nous avons, au fond, il faut le dire, assez peu de choses entre nos mains pour préparer ces élections européennes. Je crois qu'il faut le saluer, nous avons le travail des sortants. Cela a été dit par quelques-uns d'entre eux, mais je souhaite également qu'à ce moment-là, nous ayons cette approche : oui, les sortants socialistes ont bien travaillé au Parlement européen, et c'est un de nos outils, et nous devons l'utiliser pleinement.

Nous avons également la place que parfois les socialistes ont su prendre dans le débat européen, une place différente, une place qui aussi leur a permis de montrer l'originalité, la force de leur voix et la force de leurs convictions. Et puis, plus récemment, nous avons la Convention nationale sur l'Europe. Ça n'a pas été un moment facile, mais ça a été un moment dans lequel nous avons pu construire des points d'appui pour une campagne. Et ces points d'appui ont bénéficié d'un vote majoritaire de l'ensemble des militants. Je vais

en rappeler quelques-uns qui me semblent particulièrement forts pour aborder les mois qui viennent.

D'abord, évidemment, la question des convergences sociales. Tous les jours, cette question des convergences sociales est au cœur des inquiétudes des Français. Nous connaissons la problématique des très bas salaires dans d'autres pays d'Europe, et très clairement, elle est aujourd'hui un frein à l'adhésion des Français à l'enjeu européen. Mais aussi la question de la suspension du Traité transatlantique. Tout dans l'actualité confirme le bien-fondé du vote majoritaire des militants en juin dernier sur la demande de suspension du Traité transatlantique.

Et puis la renégociation de la parité euro dollar, qui provoque évidemment des inquiétudes majeures sur la balance commerciale, et qui sont particulièrement criantes dans notre inquiétude sur la relance de l'activité industrielle. Je ne vais pas vous égrener tous les axes de la Convention nationale Europe, mais je pense que, je le dis pour l'ensemble des camarades de la motion 3 dans ces listes, ils seront leur fil à plomb dans cette campagne. Ils seront leur fil à plomb parce que nous croyons qu'ils sont justes, ils seront leur fil à plomb parce que c'est celui que les militants ont choisi par un vote majoritaire.

Il faut le dire, à cette étape, le gouvernement peut nous aider. Dès le mois de décembre, le Président et le gouvernement au Sommet européen peuvent poser des exigences et faire barrage à un nouveau sommet d'austérité que nos concitoyens ne comprendraient pas, ne supporteraient plus.

Je l'ai dit tout à l'heure, et je vais revenir à la question des candidats, puisque c'est actuellement le moment de l'explication de vote, mais je voulais la placer dans une approche plus générale de la façon dont nous apprécions la situation politique. Les candidats que nous avons portés s'engagent pleinement sur cette orientation. Ils le feront, et les militants aussi, car la campagne, ce n'est pas que celle des candidats, ce devra être celle de l'ensemble des militants. Je sais la difficulté de l'exercice des listes, pour des camarades tant talentueux. Il y a des équilibres, il a fallu les respecter. Mais je dois aussi le dire, puisque nous avons décidé de tout nous dire, il y a aussi des ostracismes qui n'ont pas permis d'aller jusqu'au bout, et nous devons en prendre acte.

D'abord, je le dis, les oukases qui ont été prononcés à l'égard des camarades Gérard Filoche et Élodie Schwander ne pourront plus se reproduire, parce qu'ils deviennent pour nous insupportables. Vous le savez, nous soutenions Emmanuel Maurel pour une tête de liste. Pour Emmanuel Maurel, mais aussi pour l'intérêt du Parti socialiste, pour laisser au Parti socialiste l'occasion d'exploiter pleinement une nouvelle génération, une génération talentueuse. Hélas, pour les raisons que j'ai évoquées tout à l'heure, ça n'a pas été possible. Eh bien, pour autant, nous ne sommes pas grognons, nous ne sommes pas de mauvaise humeur, et nous tenions à remercier les camarades et les dirigeants de l'Ouest qui ne seront pas déçus d'avoir Emmanuel Maurel à leurs côtés dans cette élection.

Enfin, je tiens à le dire, parce qu'ils vont être sur les listes, ils vont aller jusqu'au bout de la campagne, ils seront des militants exemplaires de la campagne, et ils ne le feront pas pour être élus, mais nous avons tenu à ce que nos camarades puissent également incarner cette nouvelle génération partout en France. Je tiens à ce que nous saluions la camarade Anne Ferreira qui sera quatrième dans le Nord-Ouest, la camarade Christine Rodriguez, huitième dans le Nord-Ouest, Jean-François Thomas, premier fédéral de la Meuse, qui portera la huitième place dans l'Est et puis également Nora Makhoulouf, sixième en Île-de-France.

Voilà les camarades. C'est un exercice compliqué, c'est un exercice difficile. Il y a deux façons de l'aborder : ou nous l'abordons en étant par principe pessimistes, ou nous l'abordons avec un peu d'optimisme. Ceux qui me connaissent bien savent et connaissent ma devise préférée : il y a le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de l'action. Je vous propose de choisir l'action.



GILLES PARGNEAUX

Chers camarades, quelques mots pour analyser tout d'abord le contexte politique. Aujourd'hui, notre Conseil national se déroule dans un contexte politique et un contexte économique et social particulièrement préoccupant.

Je crois que c'est une première analyse qui doit être faite pour que nous puissions ainsi, dans un moment comme celui-là, nous rassembler. Ce sont les militants qui nous le demandent. Mais au-delà des militants, ce sont l'ensemble de celles et de ceux qui sont à nos

côtés, nos sympathisants, nos électrices et nos électeurs qui nous disent, dans un moment aussi important, aussi difficile : sachons nous rassembler pour être offensifs.

Etre offensifs, c'est répondre à la préoccupation de celles et de ceux qui souffrent. Je prends un exemple : avec Martine Aubry, ces derniers jours, nous nous sommes mobilisés aux côtés des salariés de La Redoute pour aller voir la direction de La Redoute pour leur dire, avec la direction de Kering et M. Pinault : non, vous ne pouvez pas mettre en place un plan de licenciement aussi injuste tel que vous l'avez voulu. Nous étions ainsi aux côtés des salariés.

Je pense que c'est très important dans un moment comme celui-là que nous puissions dire, au plus au niveau de l'État, avec le gouvernement, avec les parlementaires, que le parti est là pour non seulement être aux côtés des salariés qui souffrent, mais aussi tracer une perspective. Nous sommes aujourd'hui rassemblés pour constituer nos listes pour les élections européennes. Sachons aussi avoir conscience qu'il nous faudra, dans les semaines et les mois à venir, accompagner le président de la République qui, dès le mois de juin 2012, a été là pour relancer cette idée de l'emploi au niveau européen avec, dès le mois de juin 2012, le pacte européen de croissance.

Quand il met à l'agenda européen la lutte contre le chômage des jeunes, et que nous organisons cette semaine, ici, à Paris, cette grande conférence de lutte contre le chômage des jeunes, qui est le fléau premier de l'Europe, et que nous disons, nous les socialistes, oui, avec le président de la République, avec le gouvernement, avec toutes celles et tous ceux qui veulent une Europe différente, une autre Europe. Relançons l'Europe dans des grands investissements, et faisons en sorte que, enfin, l'emploi soit au cœur des préoccupations des dirigeants européens.

Voilà le sens de ce qui nous a rassemblés en juin au moment de notre Convention européenne. Nous étions dans l'unité parce que nous savions, au cours de ce mois de juin, qu'il fallait non pas seulement nous rassembler, mais être dans cette unité pour faire bloc contre les conservateurs et contre l'extrême-droite, car on le sait, dans un moment comme celui-là, à l'échelle européenne, mais aussi dans le contexte national, ils vont être puissants. Ce

matin, nous devons aussi faire preuve de responsabilité et de rassemblement et d'unité.

Moi j'ai connu la façon dont les listes, dans ces grandes circonscriptions régionales, ont été constituées en 2004. J'ai connu aussi comment se sont constituées ces grandes listes dans ces grandes régions en 2009. A chaque fois, ça a été difficile pour des sortants, à chaque fois ça a été difficile, et c'est malheureusement légitime pour celles et ceux qui possédaient quelque ambition et qui ont été contraints à faire acte de responsabilité, parce que nous avions une régulation nationale qui devait être mise en œuvre, parce que nous devons aussi penser à ne pas être forcément toujours tout seul dans ce combat, mais avoir des partenaires, comme par exemple ici le Parti radical de gauche.

Donc il nous faut faire en sorte que nous puissions prendre conscience qu'on ne peut pas être, au mois de juin, être dans l'unité et le rassemblement pour les idées, et être dans la désunion ou la discorde pour les personnalités qui vont conduire ce combat demain. Car c'est le même combat, et les Françaises et les Français nous regardent, ils nous disent : oui, vous, les Socialistes au gouvernement, vous dans cette bataille européenne qui s'ouvre, vous devez non seulement tracer des perspectives de fond, et je n'y reviens pas, je l'ai abordé pour cette relance de cette grande idée européenne pour l'emploi, mais aussi faire en sorte de faire œuvre de responsabilité pour être les plus unis possible.

Nous avons bien évidemment toujours, en pareil cas, un certain nombre de déceptions pour les sortants. Moi, je suis sortant, et je dois dire que, aux côtés et sous la houlette de Catherine Trautmann, à treize depuis ces derniers mois, nous avons fait tous et toutes un formidable boulot, comme le rappelait Martine Roure également dans son propos.

En même temps, nous avons des perspectives, nous avons des contraintes, et ça a été le cas à chaque fois, tous les sortants ne peuvent pas être à nouveau candidats. Il y a aussi cette nécessité de rassemblement.

Quand je regarde ces listes, avec les contraintes que nous connaissons toutes et tous, car nous sommes membres du Conseil national, nous ne sommes pas novices, nous devons savoir qu'il y a non pas seulement des rapports de forces internes, mais aussi un certain nombre de préoccupations qui nous permettent toujours d'avoir quelques déceptions. Je trouve que ces listes non seulement sont équilibrées, ces listes sont dans le renouvellement, et puis ces listes sont aux couleurs de notre parti, quel que soit l'endroit où vont se retrouver ces candidates et ces candidats.

Donc, je vous demande de dire oui à la proposition faite par le Bureau national, à une large majorité par ailleurs, car il en va de notre crédibilité. Nous allons devoir aller très vite, et c'est pour ça que nous avons souhaité faire en sorte que ces listes soient constituées dès maintenant, car nous allons dès maintenant être sur le terrain, être aux côtés de celles et de ceux qui ont besoin de nous.

Voilà chers amis, chers camarades, ce que je souhaitais vous dire.



Pour la direction nationale, c'est le premier acte d'une campagne politique nationale, européenne, qui va être très, très importante, et qui, par ses enjeux, va probablement être une campagne qui marquera l'Histoire. Parce que jamais, comme dans cette campagne, la question de ceux qui veulent remettre en cause ce qu'a apporté l'Europe du point de vue de nos valeurs internationalistes, du bilan qu'on a tiré des conflits mondiaux du siècle dernier, de cette nécessité de la paix, de cette nécessité d'inscrire

l'avenir de la France dans l'avenir de l'Europe, parce que c'est la seule échelle qui permet à la France d'avoir un avenir dans le monde, va être centrale.

Car les forces en Europe qui dominent le débat politique sont des forces qui sont pour en finir avec l'Europe, pour renouer avec le racisme, la xénophobie, le nationalisme exacerbé. C'est donc le premier acte.

Là, c'est un exercice qui paraît toujours décalé par rapport à l'enjeu, parce que ce sont des nuits de discussions où il faut, et de façon encore plus exacerbée depuis que le mode de scrutin c'est ces grandes régions, arriver à faire une alchimie qui parfois est impossible à réaliser. L'alchimie entre la représentation de la diversité politique du parti, toujours plus facile quand il s'agit d'une diversité établie dans des congrès sur une ligne nationale proportionnelle, quand elle est passée au mixeur des grandes régions européennes, ça démultiplie le problème.

Il y a la question inhérente à la représentation par grandes régions de la représentation locale, mais vu que ce sont des grandes régions, eh bien chaque région de ces grandes régions veut et a la légitimité de dire qu'elle a une identité, mais à l'intérieur de ces régions, il y a les départements, il y a bien entendu la question de la parité, qui est maintenant inscrite comme un impératif quand nous constituons des listes, et qui doit être toujours présente. Et il y a la question de la diversité.

Alors, on a l'habitude, maintenant, à chaque fois qu'on fait une liste locale ou municipale, on est dans cet exercice dans toutes nos villes, de s'essayer à cela. Il n'y a aucun parti qui s'y essaie. En réalité, quand il s'agit des européennes, je pense, aucun

parti, mais même quand il s'agit d'élections locales, l'UMP ne s'embarrasse pas, ce sont des nominations. Donc on le fait. A la fin, le résultat ne peut pas être : tout le monde est absolument satisfait. Impossible. Mais nous devons avoir un jugement politique parce que, là, nous ne sommes pas les représentants de telle ou telle région ou de telle ou telle particularité ou diversité de notre parti, qu'elle soit politique ou autre, mais nous envoyons un message global, un jugement global : sur l'ensemble de ces listes, est-ce qu'on a fait au mieux pour tenir tous ces bouts ? Je vous le dis, camarades, je pense que oui, et je pense qu'il faut un vote le plus large possible de ce Conseil national.

J'ai entendu ici une sensibilité qui considère qu'elle n'a pas été respectée, ou alors un territoire. Mais quand vous regardez globalement, globalement on peut dire que le Parti socialiste, y compris dans sa diversité territoriale et politique, est au rendez-vous de ces listes, avec un accord qui est scellé avec le Parti radical de gauche.

Alors certains vont dire : mais pourquoi tant de places ? Je le dis là aussi : nous sommes dans une situation où l'unité de la gauche et de ceux qui soutiennent le gouvernement est un enjeu majeur pour empêcher l'isolement, pour rayonner, pour même aller demain au-delà de cette union seulement avec telle ou telle force. Dans cette situation politique, il faut que le message envoyé, soit le rassemblement au-delà du Parti socialiste.

Je vais être bref, mais j'essaie au moins d'aborder, parce qu'au Sénat, j'y suis, et je sais quelle est la bagarre terrible que nous menons. Mais globalement, je vous signale que le problème, ce n'est pas le Sénat, c'est que le PRG est au gouvernement, et que l'enjeu, justement, au Sénat, c'est de leur rappeler sans arrêt. Et quand il y a un accord, parce que sur cette question de l'Europe, où nous sommes en accord avec eux, nous avons cette vision de défendre l'Europe -oui, on veut la réorienter- mais il n'y en aura pas beaucoup au rendez-vous courageux de dire : vive l'Europe parce que c'est notre avenir. Donc c'est un enjeu de cette élection, y compris dans le partenariat que nous faisons.

Donc moi, je vous le dis, je sais très bien pourquoi il y a des frustrations ici ou là, et je vous comprends dans le Sud-Ouest, je comprends les camarades, je les connais tous, et je sais ce qu'ils pensent. Mais je le dis : il faut absolument ce rassemblement et envoyer ce signe. Et je veux, parce que eux ne sont pas beaucoup montés ce matin dans ce débat, dire que des piliers de notre représentation parlementaire européenne ne sont pas sur les listes. Certains étaient quand même candidats, je veux saluer leur travail. Certains n'étaient pas candidats, je pense à mon ami Henri Weber, je veux qu'on les salue aussi et qu'on parle de ce travail qui a été mené.





Cher Harlem, notre Conseil national avant notre Convention nationale de décembre est le lancement la campagne politique pour les élections municipales et européennes. En mars prochain, c'est avec fierté que nous porterons les actions et les propositions des équipes socialistes dans les villes. Elles ont une valeur cardinale : le service public ; une exigence : que chaque euro soit dépensé utilement pour les habitants, et une volonté : la gauche rassemblée pour conquérir et pour bâtir.

Deux mois plus tard, les citoyens seront appelés à élire leurs députés européens, et nous porterons avec force la relance et la réorientation de l'Europe initiée depuis mai 2012 en prenant appui sur le pack des candidats socialistes, avec les Radicaux, qui a été présenté à l'instant, sur les propositions qui nous ont rassemblés lors de notre Convention nationale en juin dernier, sur les orientations partagées avec nos partenaires socialistes et sociaux-démocrates du PSE, sur la candidature de Martin Schulz à la présidence de la Commission pour enfin tourner la page Barroso. Lors de ces échéances, forts du travail de la délégation française au Parlement européen, chère Catherine Trautmann, rassemblés, déterminés, nous apporterons des solutions aux problèmes et des réponses aux citoyens.

Alors bien sûr, notre rendez-vous d'aujourd'hui se déroule dans un contexte particulier. Après d'aussi longues et d'aussi dures années de crises, depuis 2008 mais en réalité depuis bien avant, nos concitoyens s'interrogent et ils nous interrogent parce que les choix mis en œuvre, qu'il s'agisse de redresser les comptes publics, l'industrie ou l'éducation, réclament forcément du temps pour donner leurs pleins résultats. Raison de plus pour affirmer les progrès obtenus, déjà obtenus : la courbe du chômage des jeunes s'est déjà inversée. Les anticipations de production industrielle sont à la hausse. Et la France, une étude récente a été publiée sur ce sujet, étude indépendante, la France ne perd plus de parts de marché à l'export. Ces résultats en préparent d'autres, n'oublions jamais de les rappeler.

Et puis, il y a des interrogations parce que la crise est un changement de monde, que la mondialisation met le pouvoir du politique en concurrence avec d'autres puissances, la technologie, l'argent, avec d'autres instances, souvent lointaines, souvent bureaucratiques, souvent les deux, parce que l'information se délivre désormais en temps réel. Pour toutes ces raisons, plus que jamais, gouverner c'est expliquer : expliquer le sens de l'action engagée, la raison des efforts demandés mais aussi la force de nos atouts qui sont autant de leviers. Oui, il faut, mes camarades, expliquer, y compris expliquer qu'il y a 18 mois seulement c'était la droite qui était aux commandes du pays, et cela depuis dix ans.

A l'UMP, comme dit la chanson, ils ont la mémoire qui flanche, ils ne se souviennent plus très bien. Le mois dernier, Monsieur Copé a évacué le bilan du sarkozysme en un après-midi. Ce n'était pas un inventaire, c'était un évitement. Alors, ne craignons pas de rappeler la vérité. De 2002 à 2012, tous les déficits ont été aggravés : déficit de l'État, déficits sociaux, déficit de croissance, déficit du commerce extérieur, déficit d'emplois. La droite qui pavoise, c'est la droite des ardoises. Et ses injonctions ne sont que des confusions. Monsieur Chatel était favorable au retour des quatre jours et demi lorsqu'il était ministre de l'Éducation nationale, voilà qu'il s'y oppose aujourd'hui. Monsieur Le Maire, qui discoursait soir et matin sur la politique autrement, ne vote pas la loi contre le cumul des mandats. Quant à Monsieur Fillon, le voilà prêt, pour les municipales, à faire

un pas de deux avec le Front national. Pas d'oubli et pas de leçon, voilà aussi notre mot d'ordre.

Mes camarades, dans ce moment particulier, nous autres socialistes devons être solidaires, clairs et volontaires. Solidaires car il n'y a pas de réussite individuelle sans succès collectif. Nous sommes un parti de gouvernement, ce qui exige que nous consacrions, chacun dans sa mission, notre énergie à l'action pour le pays. C'est d'autant plus indispensable que la nation républicaine est menacée par des discours dangereux et des comportements factieux.

Les valeurs de la République sont notre trésor commun. Par-delà les origines, les parcours, les clivages, nous ne laisserons pas ce trésor être abîmé par ceux qui sifflent et troublent les cérémonies du 11 novembre, jour de souvenir et de recueillement à la mémoire de ceux qui sont tombés pour la France. Et nous ne laisserons pas la République être dépréciée par ceux, à Angers, qui ont scié l'arbre de la laïcité, à l'heure où le chef de l'État, le Premier ministre, le ministre de l'Éducation ont voulu qu'une charte de la laïcité figure dans chacune de nos écoles, dans chacun de nos collèges, dans chacun de nos lycées. Et nous ne laisserons pas le pacte républicain être attaqué par ceux qui, sous couvert de refus du politiquement correct propagent des mots, des images et des actes racistes, comme en a été la cible Christiane Taubira à qui nous redisons ce matin notre affection et notre admiration. Mes camarades, le racisme, citation : « *Le racisme c'est quand ça ne compte pas. Quand ils, les autres, ne comptent pas parce qu'ils ne sont pas comme nous.* » C'est ça le racisme. Celui qui a écrit ces mots avait vu le jour au début du siècle dernier à l'Est, en Russie, né Roman Kacew, il s'appelait Romain Gary ; compagnon de la Libération, il fut aussi prix Goncourt. Eh bien, la France qu'on aime, c'est La Promesse de l'Aube, et certainement pas Minute. C'est pourquoi le Premier ministre a eu raison de saisir la justice pour dire stop à l'avalanche raciste de la presse d'extrême droite, et c'est pourquoi notre premier secrétaire a eu raison d'en appeler au sursaut des républicains pour un grand meeting qui se déroulera dans quelques jours.

Pour la République, face aux extrémistes, les socialistes sont présents et ils sont agissants. Solidarité, oui, et clarté. Nous devons affirmer avec force, avec fierté, la mission que nous conduisons à la tête du pays. Chaque fois que la gauche a exercé les responsabilités, son action s'est identifiée à une mission historique. Bien sûr, toujours elle a défendu le pacte républicain, toujours elle a fait prévaloir la justice sociale, toujours elle a inscrit son action dans l'internationalisme, mais toujours elle a eu à relever un défi qui engage la France pour le temps long. En 1936, avec le Front populaire, il s'agissait d'imposer les premières conquêtes sociales avec les libertés syndicales face au capitalisme sauvage. En 1981, il fallait inscrire l'alternance dans les institutions de la V^e République. En 1988, il fallait consolider l'ancrage de la France dans la construction européenne avec François Mitterrand. En 1997, avec Lionel Jospin, il s'agissait de qualifier la France à la monnaie unique, et déjà, et ce fut fait, combattre le chômage.

Aujourd'hui, le défi, le grand défi, notre grand défi, un défi d'intérêt général, un défi d'intérêt national, c'est la reconstruction de notre appareil productif, qui permette à la France d'assurer son rôle et son rang. Et celui qui vous dit cela est l'enfant et l' élu d'un des territoires les plus industriels, dans l'une de nos régions les plus industrielles. La production de richesses pour les répartir, d'abord en emplois et en pouvoir d'achat pour préserver notre protection sociale et nos services publics, pour financer les infrastructures, pour développer les territoires, pour choisir notre destin et ne pas le subir, pour préparer l'avenir des générations qui vont nous suivre. Voilà pourquoi nous agissons. C'est le fil d'Ariane, c'est même le fil de Marianne, de notre action. Elle a évidemment plusieurs dimensions. Et ces dimensions, par-delà les mesures, dessinent une armature, une architecture, cohérente. Au premier rang de l'appareil productif, il y a la reconstruction industrielle. Avec le président Hollande, c'en est fini de cette décennie où le trader était mieux considéré que l'ingénieur, où l'open space était plus valorisé que le laboratoire de

recherche ou l'atelier de l'usine. Cette pente a été heureusement stoppée, c'est la stratégie de compétitivité et le made in France, c'est le pacte qui a suivi le rapport Gallois et ses 35 mesures, c'est la banque publique d'investissement, ce sont les douze filières industrielles stratégiques, les 34 plans de reconquête industrielle, les 40 mesures pour l'innovation, le nouveau programme d'investissements d'avenir. Oui, nous préparons la voiture du futur, le train du futur, l'avion du futur, le bateau du futur, les réseaux du futur, moins dévoreurs d'énergie et créateurs d'activité.

Nous prenons aussi des mesures d'urgence et de résistance, et faites-le savoir lorsque vous sortirez, lorsque vous retournerez dans vos territoires. Ici même à l'Assemblée nationale mercredi dernier, nous avons voté, toutes les forces de la gauche, l'augmentation d'un fonds de soutien pour les grandes PME et les entreprises de taille intermédiaire qui ont des perspectives de croissance réelles mais qui rencontrent des difficultés conjoncturelles et qui ne sont pas suffisamment ou pas du tout aidées par les banques. Eh bien, cette action, cette décision, cette orientation, défendons-là, assumons-là, soyons en fiers, nous n'en serons que plus forts.

Et puis, il y a de nouveaux chantiers à engager, je pense à la formation professionnelle. L'impératif productif, c'est aussi la refondation de l'école. Minée par des milliers de suppressions de postes pendant les années Sarkozy, la saignée éducative, c'est le gouvernement de la gauche qui a décidé de créer 60 000 postes pour l'école durant le quinquennat, de donner la priorité au primaire, de rétablir une formation digne de ce nom pour les enseignants, d'investir dans le numérique, d'affirmer la place tellement importante de l'enseignement professionnel et de la voie technologique, de soutenir les assistants de vie scolaire pour les élèves en situation de handicap, et c'est pour l'intérêt des élèves, et donc pour l'intérêt de la France que sont mis en place les nouveaux rythmes scolaires. L'impératif productif, c'est la sécurisation des salariés pour faciliter l'accès à l'emploi, et d'abord pour les jeunes avec les emplois d'avenir, les contrats de génération, pour renforcer les droits des salariés avec le compte personnel de formation, les droits rechargeables à l'assurance-chômage, le renchérissement des contrats courts, mais aussi la création d'un compte personnel de prévention de la pénibilité. De nouveaux droits pour les salariés, là aussi, défendons cela, soyons-en fiers. C'est la possibilité pour les salariés d'être représentés dans les conseils d'administration et de surveillance des grandes entreprises. C'est à la gauche que l'on doit cette avancée.

Autre dimension de notre action, et pas la moindre, la régulation financière, la justice dans les efforts : tranche à 40 % de l'impôt sur le revenu et taxe à 75 % pour les très hauts revenus, fiscalisation des stock-options, fiscalité plus équilibrée entre les grands groupes et les plus petites entreprises, rétablissement d'un véritable impôt sur la fortune, lutte contre la fraude fiscale, les paradis fiscaux, l'optimisation fiscale. Hier encore, ici, à l'Assemblée, les députés socialistes ont voté des amendements en ce sens pour renforcer notre arsenal en la matière. L'impératif productif, mes camarades, n'est pas séparable du rétablissement des finances publiques. Il est engagé, qu'il s'agisse du déficit de l'État ou du déficit des comptes sociaux. C'est la condition de même que la maîtrise de notre dette, de notre souveraineté. L'an prochain, l'essentiel des efforts se fera par des économies des dépenses ; cela aussi, expliquons-le.

Mais pour les socialistes, en 2013, l'impératif productif, c'est la transition écologique et énergétique. Le récent rapport du GIEC, quand on le lit, établit que la planète est au bord de l'abîme environnementale, et le typhon qui s'est abattu aux Philippines est un avertissement terrible, un avertissement de plus. C'est pourquoi la France agit à l'échelle mondiale, dans les négociations internationales ou en organisant la conférence Climat de 2015 à Paris, à l'échelle européenne pour une communauté européenne des énergies. Et bien sûr au plan national, en mettant en place la TVA à taux réduit dans la rénovation thermique, en verdisant la fiscalité, en pratiquant l'écoconditionnalité pour le prochain

programme d'investissements d'avenir, mais aussi en misant sur l'économie circulaire, les énergies nouvelles, l'agroécologie, l'écoconception. Soyons fiers de cette social-écologie.

Enfin, mes camarades, et je terminerai mon propos sur ce sujet, sur ce point, je disais solidaires, je disais clairs et je dis volontaires. Nous devons être volontaires, et d'abord pour continuer d'infléchir le cours de l'Europe. L'Union européenne est malade de sa majorité de droite. La perspective des conservateurs européens, c'est une Europe low cost, et nous, les socialistes, nous voulons une Europe volontaire dans la mondialisation et solidaire entre les nations. Déjà en quelques mois et dans ce contexte, la France, avec François Hollande, a obtenu des avancées qui dessinent l'Europe de progrès à laquelle nous aspirons, et les peuples avec nous : juste équilibre entre sérieux budgétaire et politique de croissance, préservation de programmes-clés, je pense au fonds d'ajustement à la mondialisation, et surtout à l'aide alimentaire européenne, lutte contre le chômage, notamment avec l'initiative pour l'emploi des jeunes, verdissement de la politique agricole commune, défense des intérêts stratégiques de l'Union dans les négociations internationales, l'exception culturelle bien sûr, on le doit à la France, mais aussi la défense de nos intérêts stratégiques en matière d'aéronautique ou d'espace.

Avec une majorité de gauche au Parlement européen, d'autres avancées, des camarades y ont fait allusion ce matin, seront facilitées. Elles seront au cœur de notre campagne. Nous plaçons pour que soit engagé un effort massif d'investissements vers les infrastructures de transport, de santé, les énergies nouvelles, l'efficacité énergétique, la fibre optique. Pour atteindre cet objectif, tout doit être mobilisé : la Banque européenne d'investissement, les projets bonds, mais aussi un budget européen renforcé par des ressources nouvelles, propres, et c'est l'enjeu de la taxation sur les transactions financières. Il y a l'enjeu du gouvernement économique de la zone euro pour définir en commun les grandes orientations de politique économique, budgétaire, financière, une meilleure association, aussi, du Parlement, qui sortira des urnes en 2014. Mais je le dis, c'est un point très important, soutenir l'euro, c'est aussi avoir une politique de la monnaie en Europe, à l'instar des États-Unis avec le dollar, des Chinois avec le Yuan, des Japonais avec le Yen. L'euro cher altère la compétitivité de l'économie européenne, il gêne la capacité des entreprises, et pas seulement françaises, à l'exportation, il bride les exports réalisés par les États. La BCE et l'Eurogroupe disposent pour cela de leviers d'action, ils en ont déjà utilisé, qu'ils les utilisent pleinement. La création, mes camarades, d'un climat de croissance économique et de confiance démocratique, suppose que l'Europe prenne toute sa part de la relance continentale, ce qui ne dispense pas, évidemment, les États, des efforts et des réformes. Nous nous engageons pour l'indispensable convergence sociale, avec un objectif majeur : la révision ambitieuse de la directive sur les travailleurs détachés, aujourd'hui dévoyée en instrument de dumping social, révision pour laquelle notre gouvernement se bat aujourd'hui.

Enfin, une Europe de progrès, c'est une Europe politique et c'est une Europe démocratique, plus démocratique. Cela passe, entre autres, par des pouvoirs renforcés pour le Parlement européen, une association plus étroite, plus régulière des Parlements nationaux, et puis une association plus fréquente et plus forte de la confédération européenne des syndicats, et d'abord pour élaborer, c'est bien le moins, les normes sociales. Voilà le sens de la bataille qui s'engage pour une majorité progressiste au Parlement européen, c'est une bataille contre l'austérité et pour la croissance durable, pour retisser le lien de confiance indispensable face aux extrémismes, face aux égoïsmes, face aux nationalismes entre les citoyens et l'Europe.

Mes camarades, nous sommes en train de redresser le pays, c'est un devoir mais c'est aussi un espoir, c'est exigeant mais c'est aussi enthousiasmant. Cela demande du temps. A nous d'être persévérant. C'est avec nos valeurs que nous avançons et c'est pour les Français que nous agissons.



Mes chers camarades, bonjour, trois sujets pour continuer ce débat.

D'abord, le sujet de la reconnaissance. On traverse aujourd'hui la phase dite poétique de notre exercice de construction des listes, et il y en aura d'autres. Et dans l'intervalle, puisque je fais partie de ce petit groupe d'élus qui composent la délégation socialiste française, j'aimerais témoigner moi aussi de la fierté que j'ai du travail réalisé au cours de ces dernières années.

La caricature générale sur le Parlement européen veut que les résultats soient indistincts, et que soit monté en épingle un pourcentage assez impressionnant de votes conjoints ou plus exactement similaires entre la droite et la gauche. C'est méconnaître de façon profonde le fonctionnement du Parlement européen, et c'est balayer les avancées qui ont été enregistrées grâce à l'action de nos collègues socialistes et démocrates mais aussi au sein de la délégation socialiste française. La liste de ces avancées, elle est longue, et j'espère très sincèrement que nous parviendrons à diffuser le bilan que nous avons réalisé, je l'espère sincèrement. Et j'espère aussi que cela permettra de jeter un regard plus précis et plus connaisseur sur notre action collective. Alors au moment du « *Spoil système* », je veux remercier tous mes collègues, les collègues qui nous ont alimentés en contenu au cours de toutes ces années et qui nous ont beaucoup aidés à progresser. Et j'aimerais que cette action de groupe et cette action de délégation soit mieux reconnue parce que cela permettrait de l'influence française soit plus forte et plus collaborative au sein des institutions européennes.

Deuxième sujet, les thèmes de campagne. Guillaume a dévoilé et a été très disert sur cette question et il a été très large. Les sondages sont effectivement mauvais, ils montrent en outre une très forte poussée des mouvements d'extrême droite et des eurosceptiques. Ces élections seront donc extrêmement difficiles en mai prochain. Pourtant, et c'est un peu à contre courant de ce que nous disons tous, le dernier euro-baromètre montre que l'Union européenne est encore une source d'intérêt pour les Français. C'est ténu, c'est sur des sujets très précis, mais ça existe et ça doit être exploité. A partir de là, il faut, avec évidemment l'apport de nos travaux de la Convention, élaborer notre campagne autour de quelques principes fondateurs, quelques thèmes fédérateurs, évidemment en collaboration avec le Parti socialiste européen, bien entendu, et

en marchant bien sur deux pieds : la défense de nos valeurs, de nos principes européens, et l'expression aussi de la quotidienneté de l'Union européenne, qui doit répondre aux sujets de préoccupation de nos concitoyens.

Selon moi, il y a quelques axes, évidemment je ne serai pas exhaustive sur ce sujet, je n'en ai pas le temps, mais il y aura manifestement un gros paquet économique, qui a été déjà abordé avec la poursuite, l'accélération, et je dirais la visibilité de ce que nous avons fait en matière de régulation financière, pour alimenter la sortie de crise et pour la réorientation réelle de l'Europe. La question de la jeunesse, j'y reviens, on l'a un peu abordée tout à l'heure, et la jeunesse sur tous les angles, en capitalisant sur les avancées de la garantie jeunesse, en donnant des orientations politiques qui sont nécessaires pour lutter contre le chômage des jeunes, et puis, je dirais aussi pour favoriser leur insertion dans la société et leur mobilité, en Europe et ailleurs.

Troisième gros paquet sur les convergences sociales qui doivent s'exprimer, je crois, cela a été évoqué bien évidemment, sur les travailleurs détachés, mais sur les questions de conditions de travail en règle générale, sur la question de la mobilité, sur la question de la lutte contre les discriminations, la question des libertés, au travers évidemment des Droits de l'Homme, de la protection des données, de la justice, et d'une nouvelle politique migratoire. Je n'ai pas le temps de développer ce sujet qui me tient évidemment beaucoup à cœur, et évidemment un paquet très important sur les questions de gouvernance et de compétence de l'Union européenne, sans être exclusives.

Troisième sujet que je voulais aborder devant vous, la nature de la campagne européenne. Il faut être honnête, déjà en 2009 nous n'avions pas brillé par une européanisation de la campagne, et nous nous sommes laissés entraîner dans un courant de nationalisation accrue des enjeux. Il ne faut pas commettre la même erreur ; l'Union, son fonctionnement, ne sont pas la transposition des difficultés françaises, ni celles des réussites françaises, ni même l'inverse d'ailleurs. Et moi, je partage l'idée que l'Union n'est pas le problème mais qu'elle est la solution, et qu'elle doit être politique et politisée. Et nous serions très mal inspirés d'aller vers un dénigrement indifférencié, indifférencié je dis, de l'Union. L'Union mérite évidemment des critiques, mais il faut regarder la réalité en face, elle est majoritairement à droite et libérale, et elle est aux mains de gens qui n'ont pas été actifs, qui ont été peu imaginatifs, comme José-Manuel Barroso, et on pourrait y associer Herman Von Rompuy.

Donc c'est ça qu'il faut changer, mais certainement pas inverser nos principes et nos valeurs européennes.





HÉLÈNE GEOFFROY

Chers camarades, nous avons conduit des discussions internes complexes pour parvenir à des listes, mais ces listes ne sont bien sûr pas une fin en soi. Elles ont comme vocation à incarner un projet et à le porter. Nous avons maintenant comme enjeu de redonner une perspective commune européenne. Et je souhaiterais que la question de la jeunesse soit portée en étendard. Dans les années 50, l'Europe avait trouvé un consensus, c'était celui de la politique agricole commune. Elle y avait investi des sommes conséquentes, et cela avait permis, d'ailleurs, à l'agriculture française de décoller et d'être

en capacité de nous nourrir. Il nous faut développer désormais la même énergie pour une politique européenne de la jeunesse. Je vous rappelle quelques chiffres : près de 30 % des personnes en situation

de pauvreté ont moins de 30 ans. Nous avons dans nos quartiers populaires et dans nos zones rurales les plus en difficulté 30 à 40 % de jeunes qui sont au chômage. Nous ne pouvons évidemment pas développer de la cohésion sociale dans notre société dans ces conditions.

Ici, en France, François Hollande a fait de la jeunesse sa priorité. Nous avons développé un certain nombre de dispositifs, les emplois d'avenir par exemple, qui ont montré leur efficacité pour les jeunes sans qualification et dont nous voyons aujourd'hui la volonté et la motivation retrouvée pour s'insérer dans la société. Nous avons, nous, notre génération, nous sommes en train de faire un certain nombre de sacrifices. Je suis députée, nous votons un certain nombre de lois qui nous demandent à tous de faire des efforts. Mais ces efforts n'auront de sens que si nous avons la conviction que nos enfants vivront mieux, que si nous avons la conviction que les conditions de leur épanouissement seront réunies.

Alors moi, je souhaite que les députés européens portent cette politique de François Hollande, la portent haut, la portent avec conviction, que nos députés européens réussissent à faire de la jeunesse notre priorité, y compris au niveau européen.



LIBIA ACERO BORBON

Chers camarades. Est-ce que vous vous rappelez encore lorsque toute la gauche a protesté en 2010 contre la réforme des retraites du gouvernement Fillon ? Tous les partis de gauche étaient opposés à l'allongement de la durée de cotisation, à l'allongement de l'âge légal de départ à la retraite. Maintenant que nous sommes au pouvoir, nous préparons une réforme des retraites reprenant l'allongement des cotisations à 43 ans. Après son rejet au Sénat, nous marquons notre opposition à la réforme des

retraites en examen au Parlement. Pourquoi ? Parce que si elle était votée en l'état, elle ne serait absolument pas de nature à réduire les inégalités entre les femmes et les hommes au moment de la retraite. Toutes les réformes successives, en allongeant la durée de cotisation, ont dégradé la situation des retraités français. Mais qui va pouvoir travailler 43 ans pour cotiser 172 trimestres pour bénéficier d'une retraite à taux plein ? De plus, maintenir plus longtemps des actifs sur le marché du travail, c'est empêcher des millions de chômeurs d'y rentrer. Cette aberration économique va aggraver le chômage de masse. Au moment où nous devons partager le travail, le gouvernement propose de travailler plus longtemps, c'est un non-sens.

Camarades, cette réforme est la porte ouverte à une privatisation rampante des retraites et à la fin de la retraite par répartition, l'un des héritages forts du Conseil national de la résistance. Le Parti socialiste sera-t-il capable de porter une telle responsabilité après avoir été à l'origine de la retraite à 60 ans ?

Nous, la motion 4, nous proposons d'organiser un débat national sur les retraites avec tous les acteurs concernés, pour une remise à plat de tous les régimes, et pour une réforme plus équitable pour toutes et pour tous, qui n'aggrave pas le

chômage de masse. Gouverner autrement, c'est maintenant. Nous sommes dans un moment politique exceptionnel. Nous sommes majoritaires à l'Assemblée nationale, au Sénat, dans presque toutes les régions et dans la majorité des municipalités. Pourquoi manque-t-il au gouvernement et aux Socialistes ce volontarisme, ce courage politique pour transformer la société ?

La motion 4 a fait depuis des mois et des mois des propositions dans un esprit positif et constructif. Ce conseil national est l'occasion de le rappeler avec force. De même pour la réforme bancaire, son existence n'est qu'un tout petit pas. Il faut aller beaucoup plus loin. Là encore, ayons, nous, socialistes, le courage politique pour tenir tête à la finance internationale, aux lobbies, au Medef. Nous devons exiger une séparation des banques d'affaires et des banques de dépôt qui protège vraiment l'épargne de nos concitoyens. Le système monétaire doit être corrigé pour que les États puissent activer le levier de la création monétaire afin de financer les investissements d'avenir, pour se libérer de la tutelle des marchés qui spéculent sur la dette et nous contraignent au recul de nos acquis sociaux.

Chers camarades, les nombreux dérapages racistes récemment constatés dans notre pays nous amènent à terminer sur l'immigration. La grossière manipulation télécommandée, que l'on fait dans les médias, de l'étranger, de l'immigré, des gens de couleur, ne fait que nourrir l'idéologie de la droite et de l'extrême droite. Cette manipulation sert de bouc émissaire idéal à la crise socio-politique que subit la France. Mais cet étranger travaille, cotise, paye des impôts, consomme, apporte sa touche culturelle, enrichit la France de sa diversité. Le problème de la France, ce n'est pas que l'immigration, mais le chômage et le dumping fiscal qui mettent en concurrence les travailleurs européens, c'est la dette des pays du Sud qui étouffe les économies locales comme elle étouffe la nôtre.

La présence du Front national sur la carte politique a entamé une lepénisation des esprits qui gangrène les partis politiques. Face à cela, il faut avoir un discours clair, sans ambiguïté, pour déconstruire la propagande du Front national, mettre en valeur et défendre les valeurs de la République. Et il faut des actes en conformité avec ce discours.



Chers camarades, je vais vous apporter un regard, un regard peut-être un peu rural, un regard de l'Est, un regard de la Meuse, un regard de Verdun, un regard où, on en a parlé, le Président en a parlé il n'y a pas longtemps, un centenaire qui célébrait la nation, qui ne célébrait pas la nation dans ce nationalisme puant que l'on a actuellement, celui que François Mitterrand qualifiait comme étant celui de la guerre, mais ce nationalisme issu de la Convention, issu du soldat de l'An II, ce nationalisme simplement de la République et qui fait République.

Aujourd'hui, on est dans une situation particulière. On est dans une situation très tendue. Aujourd'hui, on a devant nous une droite à la dérive, on a devant nous un poujadisme rampant qui nous fait beaucoup de mal. On a la libération de la parole sarkozyste qui a provoqué cette porosité avec l'extrême droite. Et face à toutes ces manipulations, face à ce climat-là, eh bien il y a un lourd silence, il y a un lourd silence d'une désespérance à gauche et du peuple de gauche. Oui, il y a des incompréhensions sur nos choix. Oui, il y a des incompréhensions sur nos politiques. Oui, il y a des incompréhensions sur la hausse de la TVA. Oui, il y a des incompréhensions sur l'augmentation des plans sociaux, alors que nous avons voté des outils pour les limiter. Oui, il y a un trouble jeté par la réforme des retraites qui est profond dans le peuple de gauche. Oui, il y a un malaise social qui est de plus en plus présent.

Et nous devons alors ressaisir le débat public, nous devons ressaisir le fond du débat public, et les européennes sont cette occasion-là. Marianne Louis le rappelait tout à l'heure, nous avons délibéré collectivement, nous avons fait des choix collectivement, nous avons fait voter les militants. C'est comme sur le non-cumul des mandats, on a fait voter des militants, on doit respecter la parole des militants. Et là, cette parole des militants s'est aussi exprimée sur des convergences sociales. Elle s'est aussi exprimée contre le traité transatlantique, elle s'est aussi exprimée sur la parité euro-dollar.

Revenons peut-être aussi à la Lorraine, à l'Est, où les menaces brunes sont vives, où la porosité entre l'UMP et l'extrême droite est devenue notre lot quotidien. Il nous faut retrouver le sens de la République, la République qui dans son article 1^{er} est avant tout sociale. Il nous faut retrouver ce sens que disait Saint-Just, que la République est une lampe qui brûle au fond d'un tombeau. Eh bien rouvrons le caveau, on a des outils pour ça. On peut revenir à cela. On peut renouer le pacte républicain qu'avait noué notre candidat François Hollande avec le peuple de gauche lors des dernières élections. On a eu un discours fondateur, c'était celui du Bourget. Eh bien, il nous faut retrouver le souffle du Bourget. Retrouvons le souffle du Bourget sur la réorientation de l'Europe, sur une révolution fiscale que nous attendons tous et que nous appelons de nos vœux. Retrouvons aussi le souffle du Bourget sur un nouveau pacte social conforme à ce qu'attend le peuple de gauche parce que, demain, dans ces élections, notre ennemi c'est le poujadisme, notre ennemi c'est l'extrémisme, mais notre ennemi c'est avant tout la désespérance des nôtres, de ceux que nous voulons représenter et que nous devons ramener aux urnes par un discours clair, à gauche, offensif et républicain. Merci.



Merci, bonjour à tous et à toutes. Chers camarades, dans quatre mois à peine aura lieu le premier tour des élections municipales. À suivre, les élections européennes, l'année d'après les élections régionales. Et on sait que les premières prépareront les secondes et les troisièmes. On sait aussi que les premières élections intermédiaires sont toujours compliquées pour une majorité sortante. Et la droite ne va pas se priver. Je le vois à Nantes, ma ville, où je suis la candidate de notre famille politique pour les élections municipales.

Le projet de nos adversaires, il est simple, je cite : se débarrasser du socialisme et des socialistes. C'est sûr que cela, ça propose une vision pour le territoire, c'est sûr que cela, ça répond aux préoccupations concrètes des habitantes et des habitants. Je crois que nous ne devons pas tomber dans ce piège de la droite. Nous devons défendre nos bilans. Dans nos villes, ils sont bons. Nous devons démontrer nos projets, des projets renouvelés. Et en même temps, quand nous sommes sur le

terrain, quand nous faisons les marchés, évidemment que les citoyens nous parlent aussi de la politique nationale. Ces élections municipales seront politiques. On nous parle de l'emploi, on nous parle de la politique fiscale. Oui, on le sait, quand la gauche est au pouvoir, elle est toujours victime de procès en illégitimité. Oui, nous devons plus que jamais soutenir le gouvernement de Jean-Marc Ayrault et le président de la République parce que les Français n'attendent pas des Socialistes qu'ils dénigrent leur gouvernement, mais au contraire qu'ils soient solidaires. Et en même temps, c'est le rôle de notre parti, nous devons pouvoir nous parler en franchise, tout nous dire, tout en assumant cette solidarité.

Je voudrais insister un instant sur la question de l'extrême droite qui a été évoquée. On l'a vu au plan national avec les propos insultants et insupportables sur Christiane Taubira, mais en tant qu'élue locale, je voudrais aujourd'hui témoigner que des situations de ce type, moins médiatiques, mais tout aussi dramatiques, tout aussi insupportables, on les voit tous les jours sur notre territoire, y compris dans l'Ouest, notre territoire qui, historiquement, a plutôt été protégé de ce fléau qui est contre les valeurs de la République. C'est cela aussi l'enjeu des élections municipales.

Et puis, je crois que nous avons un troisième adversaire, nous n'en avons pas beaucoup parlé ce matin. Cet adversaire, il n'a pas de nom, n'a pas de parti, c'est l'abstention. Je crois

que nous, militantes et militants, nous élus, nous devons nous mobiliser pour aller aussi chercher celles et ceux qui ne croient plus en la politique. Guillaume Bachelay l'a dit tout à l'heure : expliquer, expliquer et encore expliquer. Si notre parti a entamé la rénovation de son logiciel de pensée, la rénovation des pratiques politiques, c'est aussi pour aller chercher celles et ceux qui ne croient plus en la politique.

Un dernier mot : je crois que si ces élections municipales sont fondamentales, ce n'est pas seulement pour des raisons politiques, c'est aussi pour des questions de fond, des questions de projet, parce que c'est sur nos territoires, dans la diversité de ces territoires, que la gauche, les socialistes, ont démontré dans l'histoire que nous étions capables non seulement de gérer mais de transformer la société, transformer la société pour préparer l'avenir. Dans la ville d'où je viens, à Nantes, quand en 1987 les chantiers navals ont fermé, cette ville était sinistrée. Elle s'est ressaisie, des élus locaux ont repris leur destin en mains en



Mes chers camarades, je voudrais vous faire part de quelques réflexions, à ce stade où nous sommes aujourd'hui du vote pour nos listes pour les élections européennes. Beaucoup d'entre nous ont dit que la campagne européenne sera incontestablement difficile. Elle le sera dans le contexte européen, où l'Europe apparaît comme responsable des politiques d'austérité et d'absence d'alternative à la crise, et comme un espace d'approfondissement des injustices sociales et fiscales, ce qui fait le lit des partis et des mouvements populistes, de l'extrême droite jusqu'à

la gauche radicale. Mais elle est aussi difficile dans le contexte politique national où nos concitoyens sont sous l'impact des mesures de redressement financier du pays, et où la France paye à la fois l'augmentation du déficit public de l'ère Sarkozy, mais où elle paye aussi ce qu'elle doit aujourd'hui payer au budget européen, précisément sur les dettes qui ont été constituées par la volonté des États, qui ont voulu poursuivre une politique libérale et ne pas doter le budget européen et les politiques européennes des moyens dont ces politiques avaient besoin.

Nous connaissons cette exacerbation du sentiment d'injustice. Nous constatons que nos concitoyens reprochent à l'Union européenne son insuffisante protection, mais nous avons aussi la situation dans laquelle il y a ce reproche en légitimité lorsqu'on voit la troïka dicter des politiques alors qu'il n'y a pas de légitimité démocratique à ces acteurs du redressement financier européen.

Alors, je crois que nous devons avoir une stratégie politique dans cette campagne axée sur la stratégie du Président, qui s'est engagé sur une stratégie de réorientation de l'Union européenne. Je ne reviens pas sur ces différents aspects. Je crois aussi que nous devons avoir une campagne politique et concrète, simple à comprendre, mobilisatrice, et nous pouvons l'articuler aux réalisations grâce aux financements européens qui ont été accomplis dans les régions, dans les villes en particulier. Nous devons faire preuve d'être capable de riposte, mais en même temps aussi de pédagogie, et c'est la raison pour laquelle je

travaillant avec les travailleurs, avec les acteurs économiques, avec les acteurs culturels. C'est cela la méthode que nous défendons : écouter, dialoguer, concerter et tenir un cap dans la durée.

Alors chers amis, chers camarades, je crois que nos territoires ne sont pas uniquement des courroies de transmission de la politique gouvernementale. Nous sommes très fiers, à Nantes comme partout, de mettre en place les emplois d'avenir, de mettre en place les emplois francs, mais nous sommes aussi des laboratoires d'expérimentation, des laboratoires d'imagination. C'est tout cela que nous défendons dans les élections municipales. Je crois que nous avons une chose à faire : ne pas nous parler uniquement entre nous, socialistes, à nous-mêmes, mais parler avant tout aux habitantes et aux habitants, aller sur le terrain. Plus c'est dur, plus nous devons être collectifs. Plus c'est dur, plus nous devons être offensifs. Plus c'est dur, plus nous devons aussi être imaginatifs.

Je crois que cette désignation nous permet d'avoir deux temps de campagne : un temps de mobilisation des réseaux, nous y sommes déjà pour ce qui concerne la délégation, et une campagne de terrain qui nous permettra d'accompagner et de soutenir nos candidats aux municipales, mais en même temps aussi de préparer l'accélération autour de Martin Schulz pour la campagne proprement européenne.

Quelques mots de la délégation socialiste française. Je voudrais vous donner un chiffre : nous sommes rentrés dans ce mandat à quatorze, nous avons perdu un de nos collègues qui remplaçait Vincent Peillon et qui a rejoint le groupe des Verts. Nous sommes treize. Dans le mandat précédent, nous étions trente et un, c'est exactement le chiffre inverse. Et aujourd'hui, je dois dire que nous allons rester huit puisque six départs sont prévus : deux par des camarades qui n'ont pas déposé leur candidature, Patrice Tirolien pour l'Outre-Mer, Henri Weber qui a été élu au Centre, mais aussi trois de nos camarades, je veux citer Liêm Hoang-Ngnoc, Bernadette Vergnaud et Françoise Castex. Si je mets à part la présidente de la délégation, c'est 50 % de la délégation, 50 % de nos camarades qui ne seront pas reconduits.

Ce que je veux dire, mes chers camarades, c'est d'abord ceci : si nous préparons une campagne, nous devons la mener sur le terrain, mais nous devons la mener dans le Parlement européen. Et nous aurons des sessions jusqu'au mois d'avril. Et nous votons en mai, c'est-à-dire un mois après la dernière session. Nous aurons des textes aussi importants, et des sujets aussi importants que la directive détachement des travailleurs, le paquet ferroviaire, la gouvernance de la zone euro, et j'en passe. Et nous votons déjà, dans la semaine prochaine, le budget et les perspectives financières.

Nous n'avons pas attendu, pour notre part, la prochaine campagne pour mener un combat dans le Parlement européen, parce que les populistes y sont, parce que la famille Le Pen, père et fille, y sont, parce que la gauche radicale anti-européenne y est, parce que les souverainistes extrêmes comme les Ukip anglais y sont, parce que tous les partis qui, aujourd'hui, revendiquent le racisme, la xénophobie entre Européens, y sont représentés. Donc, la bataille est là. Alors je demande, je demande solennellement aux camarades qui ont été validés ce matin sur les listes de bien comprendre ce que l'on peut attendre d'eux, puisque nos trois camarades qui partent, nos cinq camarades, mais je pense en particulier à ceux qui étaient candidats et qui ne sont pas re-désignés, il faut absolument investir dans le mandat européen, faire un travail parlementaire soutenu, parce que lorsque nous

sommes à treize et qu'on déploie nos forces, il a fallu distribuer nos camarades dans une présence au moins de trois jours par semaine à Bruxelles, et une semaine par mois à Strasbourg pour quatre jours, dans toutes les commissions et sur tous les sujets. Et je veux, de ce point de vue, dire que Liêm avait la perspective d'être coordinateur de la sous-commission de la zone euro, que Bernadette Vergnaud avait la perspective de remplacer notre coordinatrice dans la commission du marché intérieur, elle qui s'est occupée de la directive concession du droit des consommateurs et de la directive services. Je veux aussi citer Françoise, qui s'est occupée, elle, de tout ce qui est propriété intellectuelle et de tout ce qui concerne le numérique et les nouveaux défis du numérique. Mais je veux aussi citer le travail d'Henri sur le juste échange et son combat pour la préservation de l'exception culturelle. Et je veux citer également Patrice Tirolien qui a été notre représentant pour la lutte pour garder les fonds de cohésion, les budgets de cohésion pour toutes nos régions.

Voilà, nous sommes dans une situation de changement. J'aurai comme chef de délégation à conduire une délégation qui doit penser son reformatage futur, mais je veux dire que jamais nous

n'avons baissé les bras, jamais nous n'avons pensé que, quelle que soit notre situation, nous ne ferions pas cette campagne, nous allons la faire. Et mes camarades, puisqu'il a été question de bilan, vous allez recevoir notre abécédaire, et vous verrez qu'à treize, nous avons gagné des batailles politiques, nous pourrions plus les gagner si nous sommes plus nombreux dans le prochain Parlement. Rien ne peut dire que nous n'avancerons pas et que nous ne progresserons pas en nombre dans la future assemblée, je le souhaite, nous ferons tout pour. Vous recevrez notre abécédaire et je peux vous dire aussi que, collectivement, car ça a été notre marque de fabrique de travailler collectivement et de nous répartir les responsabilités ensemble, nous assumerons aussi nos arguments, nos priorités de campagne, et nous serons présents, même si, évidemment, ce jour d'aujourd'hui, voir cinq camarades qui ne repartiront pas, c'est un peu aussi triste pour la chef de la délégation.





Chers camarades, c'est un grand honneur pour moi de conclure ces débats. La campagne pour les élections européennes sera courte et dure. Elle sera courte parce qu'elle survient immédiatement après les municipales. Et à partir du mois de janvier, on ne parlera que des municipales. J'espère qu'on parlera quand même d'Europe parce que tout se tient. Et elle sera dure parce que comme vous le savez, les élections européennes sont l'élection déjouer par excellence. Quand on doit reconduire un maire ou une municipalité, il y a une

équation personnelle qui joue, ceux qui considèrent que le maire a été bon et la municipalité également, ne veulent pas sanctionner nécessairement le gouvernement à travers leur vote municipal. Aux européennes, c'est loin, ce n'est pas le même enjeu.

En avril 2014, les 28 partis socialistes de l'Union européenne iront à la bataille sur un programme commun pour la législature mais aussi, pour la première fois, derrière un candidat commun à la présidence de la Commission. Ce candidat, vous le connaissez, c'est notre camarade Martin Schulz qui est président actuel du Parlement européen, qui a présidé pendant sept années le groupe parlementaire, qui est député européen depuis vingt ans, qui est polyglotte et francophile, qui a compris ce que c'est que la vidéocratie, et qui mènera une campagne continentale. Il a déjà commencé.

Ces partis socialistes seront confrontés à deux clivages, et pas à un seul. Le premier clivage, c'est le clivage classique, le clivage gauche-droite, celui qui oppose les socialistes aux conservateurs libéraux et qui porte sur notre conception de la croissance, notre conception de la protection des salariés en Europe, notre conception de la lutte contre le réchauffement climatique, notre conception pour l'approfondissement de la démocratie européenne. Nous avons mené cette bataille pendant cinq ans. Du côté de la droite, ils ont posé le postulat que si l'on mène une politique d'austérité généralisée en Europe, de retour accéléré à l'équilibre des comptes et de réformes structurelles, quand vous entendez réformes structurelles, entendez baisse du coût du travail, eh bien, si on mène cette politique, et cette politique qu'ils nous ont fait mener, eh bien la confiance reviendra, et avec la confiance, l'investissement reviendra. Vous avez vu où en est l'investissement. On a eu l'austérité, on a eu les réformes structurelles, on n'a pas d'investissement. Même dans la fabuleuse Allemagne, l'investissement est en berne. Donc, c'est un échec complet et il faudra l'expliquer. Et ce n'est pas difficile à expliquer et à démontrer.

Mais, il y a un deuxième clivage, au moins aussi important, c'est le clivage qui oppose ceux qui sont les partisans de la construction européenne aux nationalistes d'extrême droite, qui ont effectivement, comme on l'a dit, le vent en poupe. Ils ont le vent en poupe en raison de l'ampleur et de la dureté de la crise. Le Front national aujourd'hui est crédité de 24 % des voix au scrutin. Il porte comme ambition d'être le premier parti dans ce scrutin en mai prochain, sur une ligne de rétablissement du Franc, de sortie de l'euro, de rehaussement des barrières douanières, de repli national, et une ligne anti-musulmane, anti-islamique, xénophobe, que vous connaissez par ailleurs. Il est facile de démontrer que l'application, même partielle, de cette ligne, plongerait la France et l'Europe dans un désastre profond, et nous allons le faire. Il est aussi nécessaire de notre part de montrer, de tirer le bilan historique de la construction

européenne, qui est largement positif, et en particulier le fait que nous avons réussi la réunification pacifique de notre continent face aux dictatures qui existaient au Sud et à l'Est. Nous l'avons réussie sous le drapeau de la démocratie politique et de l'état de droit, et dans une stabilité remarquable, à l'exception malheureusement de la Yougoslavie. Et ce n'est pas un piètre résultat.

Donc, nous devons non seulement opposer notre orientation au libéralisme et aux conservateurs, mais également défendre l'idéal européen, défendre le projet européen, rappeler aux Français et aux Européens que le XXI^e siècle est un siècle d'État-Continent, et que si nous ne sommes pas, nous Européens, capables de rassembler nos ressources, nos énergies, nos talents, nous allons simplement sortir des radars de l'histoire.

Comme vous le savez, une campagne politique, elle s'appuie sur un programme, et ce programme, nous allons l'avoir, c'est le programme qu'élabore aujourd'hui avec nous le Parti des Socialistes européens, et qui sera adopté en février prochain à son congrès. Mais une campagne se mène sur trois ou quatre thèmes maximum, sinon c'est le catalogue de la Redoute.

Alors ces thèmes, à mon sens, quels sont-ils ? Premièrement, le premier doit être la lutte contre le chômage, car le chômage, c'est le cancer de l'Europe, comme c'est le cancer de la France. Et c'est un thème qui n'est pas incantatoire parce que l'Union européenne, en raison de notre action à nous, socialistes, a adopté des mesures volontaristes, d'abord pour lutter contre le chômage des jeunes. C'est le programme de la garantie jeunesse. Six milliards d'euros ont été débloqués, qui doivent être concentrés sur 2014 et 2015 pour faire pour faire en sorte que tout jeune qui ne trouve pas de travail au bout de quatre mois puisse soit s'en voir offrir un, soit se voir offrir une formation, soit se voir offrir un stage, mais ne soit pas laissé à l'abandon. C'est la ligne officielle que nous avons fait adopter par le Parlement européen et reprise par la commission et Martin Schulz mènera campagne là-dessus et en particulier, exigera que ces six milliards qui valent pour les deux premières années soient portés à 21 sur l'ensemble du quinquennat.

Le deuxième sujet, c'est la réalisation d'un certain nombre de projets, l'Europe des résultats. Nous renouons avec la croissance de cette manière. Il faut réaliser un certain nombre de grands projets qui ont été votés par le Parlement européen, mais qui aujourd'hui sont privés de moyens. L'Union européenne n'est pas un État, l'Union européenne est jugée sur ses résultats. Et ces grands programmes qui existent et qui ne demandent que de la volonté politique pour être mis en œuvre, c'est l'Europe de l'énergie, l'Europe du numérique, de l'Internet à haut débit, l'Europe des industries de l'avenir : biotechnologie, nanotechnologie, l'Europe de l'agriculture et de l'agroalimentaire, de la recherche et de l'investissement. Le retour de la croissance par une politique d'investissement, c'est la ligne que nous opposons aux libéraux. Troisième point, la lutte contre la fraude fiscale, l'évasion fiscale, les paradis fiscaux. La Commission européenne a établi que la fraude fiscale en Europe représente mille milliards de manque à gagner pour les finances publiques par an. Si on en récupère, je ne dis même pas la moitié, mais même un tiers, regardez ce que ça peut donner en termes d'investissement dans les programmes dont je parlais tout à l'heure.

Enfin, quatrième point essentiel, la lutte pour démocratiser les institutions européennes. Ces institutions sont opaques. Nos concitoyens ont le sentiment d'être dépossédés. Il y a toute une série de propositions que nous faisons pour les démocratiser : étendre, approfondir les droits du Parlement européen, droits de codécision et d'initiative législative, réformer en profondeur la commission, et la désignation de son président. Il sera élu désormais par le suffrage universel indirect, c'est-à-dire qu'il sera désigné par le Parlement européen, sur proposition du Conseil mais en tenant compte du

résultat des élections. Il faut associer les parlements nationaux aux décisions et améliorer la représentation et l'organisation de l'eurozone. La construction de l'Union européenne passe désormais par les coopérations renforcées, avec une stratégie différenciée de la construction européenne. Nous n'avancerons pas à 28 au même pas. Il faut que les États les plus euro-volontaires puissent aller plus loin et plus vite que d'autres pour servir de locomotive. Et le premier noyau de cette différenciation, c'est l'eurogroupe, l'eurozone qui doit s'organiser et qui doit accélérer son intégration.

Mes chers camarades, j'en ai fini, je vous remercie. En effet, je ne me représente pas après vingt ans. Ça fait vingt ans que je suis parlementaire. Je considère qu'on doit passer le relais, je passe le relais. Ce qui ne signifie pas que j'ai l'intention de me désintéresser de ce combat qui me passionne, la construction européenne. Je

le mènerai dans d'autres enceintes, mais aussi vigoureusement. Je veux dire simplement que les parlementaires peuvent faire beaucoup s'ils sont là et s'ils font leur travail. J'ai fait voter un amendement par les deux tiers du Parlement européen, qui exclut l'audiovisuel et la culture des négociations avec les Américains. Ne considérez pas qu'on fait de la représentation au Parlement européen. On peut obtenir des résultats et je ne suis pas le seul, la plupart des camarades qui sont sortants, reconduits ou pas, ont obtenu des résultats analogues. On peut faire beaucoup et il faut cesser de considérer les parlementaires européens comme des parlementaires de seconde zone.



Il m'appartient de faire voter deux éléments relatifs à la vie de notre parti. Ce sont nos procédures, il faut les respecter. Ce sont nos statuts. Le premier vote a pour objet de confirmer deux décisions du Bureau national et de la commission électorale du 22 octobre, relatif d'une part à la validation des votes de désignation des premiers des socialistes dans plus de 350 villes de plus de 20 000 habitants, premier élément. Et le deuxième élément, c'est un projet de modification du règlement intérieur relatif à l'Outre mer. Nous envisageons de créer

une section fédération du Parti socialiste à Wallis et Futuna et en Nouvelle Calédonie, et pour cela nous avons besoin d'une modification du règlement intérieur. Ces deux points ont été adoptés à l'unanimité en commission électorale d'une part, et au Bureau national d'autre part, mais nos statuts prévoient que c'est une compétence pleine et entière du conseil national, notre Parlement. Et donc je vous propose que nous procédions sous la direction de la présidente à ce premier vote.

.....
Opérations de vote, le vote est approuvé.

Si vous le permettez, un deuxième point que je vais soumettre au vote et qui est un élément important, qui était un engagement pris par notre premier secrétaire, qui était de poursuivre la rénovation de notre parti avec deux éléments qui avaient été annoncés à Toulouse. Le premier, c'était l'expérimentation des primaires citoyennes dans un certain nombre de villes pour la désignation des têtes de liste. Ça a été fait dans cinq villes. Je tiens à remercier les premières fédérations, l'ensemble des équipes locales qui ont organisé ces primaires. Il en reste encore une, le 1^{er} décembre à la Rochelle. Et évidemment, une mention particulière pour la primaire à Marseille, qui a permis de mobiliser plus de 30 000 Marseillais pour désigner Patrick Mennucci, notre tête de liste, et pour créer une dynamique politique. On le voit aujourd'hui sur le terrain déjà, il y a des premiers résultats pour créer une dynamique politique, pour prendre cette deuxième ville de France à la droite. Ça, c'était le premier engagement. Il a été tenu. Nous ferons un bilan, dans un prochain conseil national, de cette expérimentation pour réfléchir à l'utilisation de ces primaires citoyennes, pour la désignation d'autres candidats, mais aussi d'autres élections.

Et le deuxième élément, il était attendu aussi, c'était la mise en place d'une haute autorité du Parti socialiste, une haute autorité indépendante chargée de faire respecter la charte éthique que nous avons adoptée à Toulouse lors de notre dernier congrès. Pour mettre en place cette haute autorité, il manquait la désignation de ses membres. Il appartient au conseil national de désigner ses membres. Nous vous proposons aujourd'hui que soit nommé président de la haute autorité quelqu'un que vous connaissez, qui a joué un rôle important dans les primaires présidentielles et les primaires municipales, c'est Jean-Pierre Mignard, avocat. Nous proposons que les membres de cette haute autorité indépendante chargée de faire respecter la charte éthique soient Thomas Clay, professeur des universités ; Catherine Barbaroux, qui était membre de la haute autorité des primaires présidentielles ; Rémi Pautrat ; préfet honoraire lui aussi, ancien membre de la haute autorité des primaires présidentielles ; Louis Mermaz, ancien ministre, ancien président de l'Assemblée nationale ; Lucie Moreau, avocat, spécialiste du droit électoral et de la déontologie et de l'éthique en matière politique ; Raphaël Parisot, professeur des universités à Poitiers, membre de la haute autorité des primaires à la Rochelle ; Louis Jouannet, fondateur du syndicat national de la magistrature ; et Christian Lestournelle, ancien bâtonnier de Marseille, qui a lui aussi participé à la haute autorité des primaires municipales à Marseille.

Vous voyez, par leur profil, ces personnes incarnent à la fois l'indépendance, l'éthique, et le sérieux et la haute autorité du Parti socialiste, viennent enfin compléter le dispositif qui est actuellement en place avec la commission nationale des conflits. Il y a un homme de plus que de femmes, c'est une désignation de toute manière à titre temporaire dans la mesure où la haute autorité elle-même va se réunir pour proposer une modification des statuts, de son fonctionnement, de son organisation, et aussi des incompatibilités qui s'appliquent à ces membres.

Je pense qu'il est important que l'on puisse mettre en place ce dispositif, qui apportera vraiment quelque chose à notre parti. Et nous serons le premier parti en France à avoir une haute autorité indépendante chargée de faire respecter une charte éthique que nous avons collectivement adoptée à l'unanimité.

.....
Opérations de vote, le vote est approuvé.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : LISTES ORDONNÉES DES CANDIDATS SOCIALISTES TITULAIRES ADOPTÉE PAR LE CONSEIL NATIONAL

CIRCONSCRIPTION NORD OUEST

(Basse Normandie / Haute Normandie / Nord-Pas-de-Calais / Picardie)

- | | |
|------------------------|------------------------|
| 1. Gilles Pargneaux | 6. Josette Travert |
| 2. Claude Roiron | 7. Matthieu Mayer |
| 3. Jean-Louis Cottigny | 8. Christine Rodriguez |
| 4. Anne Ferreira | 9. Nicolas Vincent |
| 5. Lucien Fontaine | 10. Valérie Auvray |

CIRCONSCRIPTION SUD OUEST

(Aquitaine / Languedoc-Roussillon / Midi-Pyrénées)

- | | |
|----------------------|------------------------|
| 1. Éric Andrieu | 6. Chloé Filot |
| 2. Laurence Harribey | 7. Kamel Chibli |
| 3. Renaud Lagrave | 8. Liliane Morvan |
| 4. Mireille Murawski | 9. Vincent Michel |
| 5. Jérôme Marbot | 10. Merry Lène Laballe |

CIRCONSCRIPTION EST

(Alsace / Bourgogne / Champagne-Ardenne / Franche-Comté / Lorraine)

- | | |
|------------------------|-------------------------|
| 1. Catherine Trautmann | 6. Nicolas Marandon |
| 2. Pierre Pribetich | 7. Catherine Hoffarth |
| 3. Sophie Radreau | 8. Jean-François Thomas |
| 4. Jérôme Durain | 9. Myriam Elyassa |
| 5. Annie Flores | |

CIRCONSCRIPTION

MASSIF CENTRAL - CENTRE

(Auvergne / Centre / Limousin)

- | | |
|--------------------------|------------------------|
| 1. Jean-Paul Denanot | 4. Marion Canales |
| 2. Karine Gloanec-Maurin | 5. Christophe Lavielle |
| 3. Jean Mallot | |

CIRCONSCRIPTION SUD EST

(Corse / Provence-Alpes-Côte d'Azur / Rhône-Alpes)

- | | |
|--------------------------|-------------------------|
| 1. Vincent Peillon | 9. Mireille Peirano |
| 2. Sylvie Guillaume | 10. Yann Librati |
| 3. Zaki Laïdi | 11. Florence Blatrix |
| 5. Emmanuelle de Gentili | 12. Abderramane Djellal |
| 6. Christophe Masse | 13. Colette Gros |
| 7. Nora Makhoul | 14. Pascal Bonnetain |
| 8. Otman el Harti | |

CIRCONSCRIPTION ÎLE-DE-FRANCE

(Île-de-France / Paris)

- | | |
|---------------------------------|--------------------------|
| 1. Harlem Désir | 7. Antoine Varoquié |
| 2. Pervenche Bérès | 8. Garance Yayer |
| 3. Guillaume Balas | 9. Maurice Braud |
| 4. Christine Revault d'Allonnes | 10. Michèle Christophoul |
| 5. Jean-Michel Morer | 11. Pierre Kanuty |
| 6. Marianne Louis | 12. Corinne Bord |
| | 13. Jules N'galle |

CIRCONSCRIPTION OUEST

(Bretagne / Pays de la Loire / Poitou-Charentes)

- | | |
|------------------------|----------------------------|
| 1. Isabelle Thomas | 6. Marc Coatanea |
| 2. Emmanuel Maurel | 7. Madeleine Ngombet Bitoo |
| 3. Françoise Mesnard | 8. Jean-Louis Belliard |
| 4. Christophe Rouillon | 9. Annaïg Le Moël Raflik |
| 5. Karine Daniel | |

Vote sur les listes des titulaires et sur le mandat donné au Bureau national pour les suppléants et l'intégration des partenaires et des représentants de la société civile pour les élections européennes :

Pour : 103

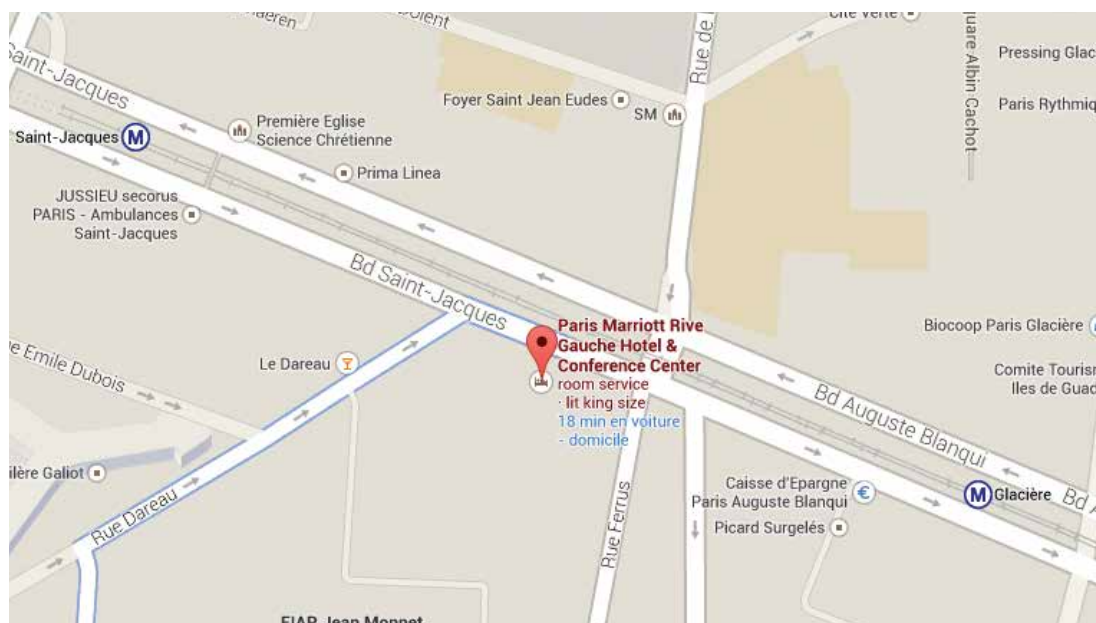
Contre : 27

Abstentions : 6



RENDEZ-VOUS À LA CONVENTION NATIONALE

LE SAMEDI 7 DÉCEMBRE 2013 DE 9H À 13H
AU CENTRE DES CONGRÈS DU MARIOTT



17, BOULEVARD SAINT-JACQUES, 75014 PARIS

Comment s'y rendre ?

Métro

ligne 6 station Saint-Jacques ou Glacière

ligne 4 station Denfert-Rochereau

RER B

station Denfert-Rochereau